



MENTION

M
9

B30775

27/04/2009 L090059970.01

CASH

Nom de la société: Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat Luxembourg

Siège social: 1, Place de Metz - Luxembourg

No du registre de Commerce : B 30775

Le Bilan avec les comptes annuels non-consolidés au 31.12.2008

enregistré à Luxembourg le ...23.04.2009

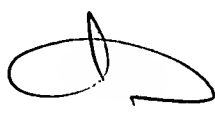
référence: L50 DD / 06849

a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg

le ...27.04.2009

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations

Luxembourg, le ...27.04.2009

Signature: 



B30775

27/04/2009 L090059970.02

CASH

8

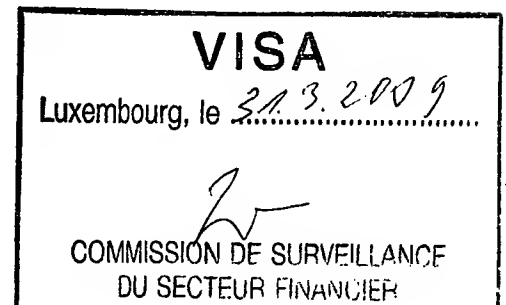


BANQUE ET CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT LUXEMBOURG

Siège Central:
Luxembourg, 1, Place de Metz

R.C. Luxembourg No B 30775

Etablissement public autonome, institué par la loi du 21 février 1856 (Mémorial 1, No 6, du 10 mars 1856) et régi par la loi du 24 mars 1989 (Mémorial A, No 16 du 28 mars 1989)



Comptes annuels audités 2008

28-04-2009



TABLE DES MATIERES

PAGES

RAPPORT DE GESTION	4
RAPPORT DU RÉVISEUR D'ENTREPRISES	16
COMPTES ANNUELS AUDITES.....	19
Bilan au 31 décembre 2008	20
Etats des profits et pertes comptabilisés au 31 décembre 2008.....	21
Compte de résultat au 31 décembre 2008.....	22
Tableau des flux de trésorerie au 31 décembre 2008.....	23
1 INFORMATION GENERALE	27
2 PRINCIPES D'ELABORATION DES COMPTES ANNUELS	27
2.1 Respect des principes généraux IFRS	27
2.2 Transactions en monnaies étrangères	29
2.3 Opérations bancaires	30
3 INFORMATIONS SUR LES REGLES COMPTABLES APPLIQUEES AUX RUBRIQUES DU BILAN	34
3.1 Caisse et avoirs auprès des banques centrales.....	34
3.2 Les instruments financiers.....	34
3.3 Immobilisations corporelles	41
3.4 Immobilisations incorporelles	43
3.5 Les contrats de locations	43
3.6 Avantages au personnel.....	43
3.7 Provisions	45
3.8 Impôts différés.....	46
4 NOTES AU BILAN	47
4.1 Caisse et avoirs auprès des banques centrales.....	47
4.2 Instruments financiers	47
Les instruments de dettes	48
Les instruments de capitaux propres	49
4.3 Parts dans les entreprises associées et dans les filiales.....	50
4.4 Titres détenus jusqu'à l'échéance.....	51
4.5 Titres nantis dans le cadre de cession-rétrocession	51
4.6 Obligations convertibles incluses dans les différents portefeuilles	52
4.7 Instruments dérivés	53
4.8 Prêts et avances – établissements de crédit	54
4.9 Prêts et avances – clientèle.....	54
4.10 Immobilisations corporelles	55
4.11 Immobilisations incorporelles	56
4.12 Immobilisations corporelles de placement	57
4.13 Autres actifs.....	58
4.14 Impôts : Actifs et passifs d'impôts.....	58

4.15	Emissions de titres.....	60
4.16	Dépôts évalués au coût amorti – Etablissements de crédit.....	61
4.17	Dépôts évalués au coût amorti – Clientèle	61
4.18	Fonds de pension – Plan de pension à prestations définies	61
4.19	Provisions.....	62
4.20	Autres passifs	63
4.21	Transactions avec les parties liées.....	63
4.22	Honoraires du réviseur d'entreprises.....	64
4.23	Fonds propres	65
4.24	Eléments de hors bilan	66
5	NOTES AU COMPTE DE RESULTAT	67
5.1	Résultat d'intérêts.....	67
5.2	Revenus des valeurs mobilières	67
5.3	Commissions	68
5.4	Résultat réalisé sur instruments financiers non renseignés à la juste valeur au compte de résultat 68	
5.5	Résultat sur instruments financiers détenus à des fins de négociation	68
5.6	Résultat net sur opérations de couverture.....	68
5.7	Autres résultats nets d'exploitation	69
5.8	Frais de personnel.....	69
5.9	Autres frais généraux administratifs.....	69
5.10	Corrections de valeur sur immobilisations corporelles	69
5.11	Corrections de valeur sur immobilisations incorporelles	70
5.12	Corrections de valeur sur immeubles de placement	70
5.13	Corrections de valeur sur risques de crédit individuels et collectifs	70
5.14	Dotations aux provisions	71
5.15	Charge d'impôt.....	71
6	GESTION DES RISQUES FINANCIERS	73
6.1	Règles générales de gestion des risques financiers	73
6.2	Exposition aux risques de crédit.....	77
6.3	Risque de marché	85
6.4	Risque de liquidité.....	91
6.5	Le capital économique	94



**BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT,
LUXEMBOURG**

RAPPORT DE GESTION
31 décembre 2008



C. RAPPORT DE GESTION DE LA BCEE

Les turbulences connues par les marchés financiers depuis l'été 2007 et leur intensification depuis la mi-septembre 2008 ont eu de lourdes conséquences pour l'économie européenne. Les difficultés auxquelles l'Europe est confrontée ont encore été amplifiées du fait que la plupart des pays avaient pendant des années profité d'un cycle du crédit particulièrement dynamique, au cours duquel les taux d'intérêt à long terme sont tombés bien en-dessous de leur moyenne historique, la prise de risque s'est accentuée et les prix des actifs ont augmenté. Le crédit facile avait fait gonfler la sphère financière de façon excessive par rapport à l'économie réelle tout en donnant un coup de fouet au marché immobilier dans un grand nombre de pays européens.

Face à des pressions inflationnistes provoquées par la flambée des prix des matières premières, la Banque Centrale Européenne (BCE) a relevé dans un premier temps son taux de refinancement de 0,25% à 4,25% (3 juillet 2008). Dans un contexte de retournement conjoncturel, la BCE a ensuite fortement relâché sa politique monétaire à partir de l'automne, en baissant son taux principal successivement à 3,75% (8 octobre 2008), puis à 3,25% (6 novembre 2008), ensuite à 2,50% (4 décembre 2008).

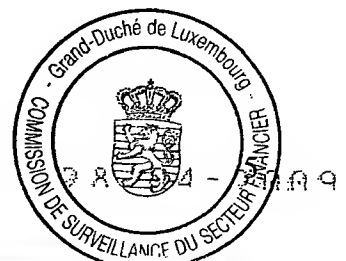
L'économie du Luxembourg a été frappée de plein fouet par la tempête financière internationale au cours de 2008. Les activités de la place financière ont subi un puissant effet de freinage. La crise financière a contraint les banques à accroître les corrections de valeur sur leurs actifs et les flux nets de capitaux dans les fonds d'investissement sont devenus négatifs. En revanche, les entreprises d'assurance ont continué à voir leur valeur ajoutée progresser et ont été moins affectées par le ralentissement conjoncturel.

Tout au long de l'exercice 2008, les comptes de profits et pertes des établissements de crédit luxembourgeois ont évolué au gré des effets de la crise financière. L'évolution à la baisse des marchés financiers a diminué la valeur des titres détenus par les banques. Ainsi, les autres revenus nets, qui comprennent les variations de valeur des titres du portefeuille de négociation, ont enregistré une forte baisse. Le climat boursier morose en 2008 s'est également reflété par une baisse des revenus de commissions qui ont diminué. A l'opposé, dans un contexte où la liquidité s'est raréfiée, le secteur bancaire luxembourgeois a tiré largement profit de sa situation excédentaire en liquidités. Une hausse de la marge sur intérêts en a résulté. Enfin, les corrections de valeur sur les actifs hors portefeuille de négociation ont augmenté substantiellement.

Malgré l'environnement difficile, cette évolution s'est traduite, pour la BCEE, par une croissance du résultat net de 1,0% à 146,9 millions d'euros. Ce bénéfice a été généré grâce au dynamisme de l'ensemble des activités classiques de la Banque. Le résultat sur marge d'intérêt a sensiblement progressé en raison d'une situation de liquidité confortable et de la structure de la courbe des taux, alors que les commissions ont connu un léger recul de 5,1% en raison des mauvaises performances boursières au courant du deuxième semestre 2008.

L'ensemble des coûts, qui englobent les frais généraux et les corrections de valeur sur immobilisations corporelles et incorporelles, ont pu être maîtrisés et leur progression a pu être limitée à 1,7%.

Le plan d'investissement dans les grands projets stratégiques commerciaux, réglementaires et de gestion des risques a été maintenu à un niveau élevé tout au long de l'exercice 2008. La Banque a poursuivi le développement des fonctionnalités de l'outil « Customer Relationship Management » permettant de personnaliser la relation avec la clientèle et d'offrir les produits les mieux adaptés.



La Banque a opté pour un reporting de ses activités en trois segments: Banque des Particuliers, des Professionnels, des Entreprises et du Secteur Public; Banque des Marchés et des Fonds d'Investissements; et Autres. Ces trois segments sont présentés en détail sur les pages suivantes.

Les comptes annuels ont été préparés en conformité avec les obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg pour les établissements de crédit. A l'exception des principes comptables relatifs à la comptabilisation de la provision « AGDL » (Association pour la Garantie des Dépôts à Luxembourg), de la provision forfaitaire et des postes spéciaux avec une quote-part de réserves, les comptes annuels sont basés sur les normes IFRS tels qu'adoptés par l'UE. La Banque publie pour la première fois ses comptes annuels sous ces nouveaux principes comptables en 2008.

Progression soutenue du segment « Banque des Particuliers, des Professionnels, des Entreprises et du Secteur Public »

Particuliers et Professionnels

Il s'agit de la mission traditionnelle de la BCEE dont le développement est particulièrement encourageant. Ainsi, des investissements importants visant à toujours améliorer la qualité de la relation avec la clientèle ont été réalisés, conformément au plan stratégique « SPUERKEESS 2009 ».

D'abord, la Banque a poursuivi la hiérarchisation du réseau des agences avec la création de deux nouveaux Centres Financiers ainsi que l'ouverture de deux nouvelles agences. Ensuite, les outils S-net et Multiline ont été dotés de la sécurité LuxTrust garantissant une identification des clients hautement sécurisée ainsi que l'utilisation d'une signature électronique ayant valeur légale. La Banque compte désormais plus de 115.000 conventions S-net, ce qui confirme sa position incontestée de leader sur le marché des services bancaires électroniques au Luxembourg. Enfin, la Banque a continué à enrichir son offre de produits dans le domaine des crédits avec la gamme des EcoPrêts visant à financer des investissements promouvant l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des énergies renouvelables.

Dans ce contexte, la Banque a connu une progression dynamique de ses encours de financements, en particulier dans le domaine du logement avec une progression des encours des prêts au logement de 8,3%.

La collecte de l'épargne a également connu un essor remarquable suite à des apports nouveaux en raison de la crise de confiance persistante dans certaines banques en fin d'année. Les encours sur comptes à terme ont fortement augmenté et ont ainsi profité de leur statut de placement refuge.

La Banque a par ailleurs continué à élargir son offre de fonds d'investissements par le lancement d'un nouveau compartiment de la sicav LUX-PROTECT FUND et elle a participé à l'offre au public d'un emprunt obligataire émis par l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg.

Entreprises et Secteur Public

La BCEE a réalisé une croissance dynamique de ses activités dans le domaine très compétitif de la Banque des Entreprises et du Secteur Public. La qualité de son service et le dynamisme de ses équipes



ont permis d'enregistrer de fortes progressions des encours de financements ainsi que des montants d'avoirs déposés.

La Banque a complété son offre internet par la demande « on-line » pour les leasings, à l'instar de ce qui existe déjà pour les prêts au logement et les prêts personnels, et a poursuivi le développement de formules de packages multiservices telles que « Zebra-Business ».

Repli du segment « Banque des Marchés et des Fonds d'Investissements » dans un contexte de crise financière

Banque des Marchés

L'activité a été fortement marquée par la crise financière internationale. Des défauts d'institutions financières majeures, la dégradation générale de la qualité des crédits et les mouvements extrêmes sur les taux d'intérêt caractérisent l'année 2008.

En dépit de ce contexte fortement négatif, l'activité est parvenue à afficher un résultat positif. Cette performance a pu être réalisée grâce à une approche très conservatrice en termes d'exposition et grâce à la grande liquidité structurelle de la BCEE.

Administration et Gestion de Fonds d'Investissements

Le métier a inévitablement été impacté par la crise financière. Les clients se sont orientés vers des produits avec un profil de risque moins élevé.

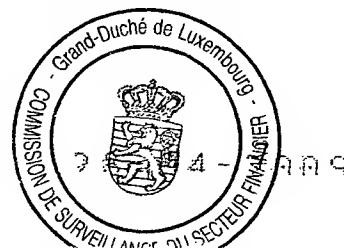
Bâle II et la politique de gestion des risques

Après avoir reçu l'agrément de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF), la Banque applique depuis le 1^{er} janvier 2008 la méthode des notations internes (approche de base) pour le calcul du ratio de solvabilité Mc Donough. Tout comme les années passées, l'amélioration des méthodes de gestion des risques de crédit est restée au centre des préoccupations de la Banque.

La Banque a par ailleurs réalisé un projet important visant à permettre une meilleure analyse des gaps de taux d'intérêt et de liquidité structurels.

La politique de gestion des risques inhérents aux différents métiers est axée autour des principes de gestion suivants :

- Assurer la surveillance des risques liés aux transactions et portefeuilles de la Banque;
- Faciliter la prise de décision lors de la conclusion de nouvelles opérations et permettre une rémunération adéquate en fonction des risques identifiés;
- Maintenir un équilibre adéquat des portefeuilles d'activités sur la base des résultats obtenus et des effets de diversification continus;
- Assurer la pérennité de la Banque.



Le présent chapitre est subdivisé en quatre grandes catégories de risque: risque de contrepartie ou de crédit, risque de marché, risque de liquidité et risque opérationnel.

Risque de contrepartie

Dans le domaine des crédits accordés à l'économie nationale, la structure des décisions est hiérarchisée en différents comités de crédit en fonction de l'encours global du client. La structure du portefeuille se décompose en prêts hypothécaires au logement pour plus de la moitié de l'encours. En ce qui concerne le portefeuille des prêts hypothécaires au logement, le risque de crédit est couvert par le processus d'évaluation de la capacité de remboursement des clients et par l'existence de garanties réelles. Pour le secteur des prêts et avances aux entreprises, la Banque s'est fixé des procédures adéquates pour l'analyse des dossiers et la prise de garanties. Une attention particulière est accordée au respect des engagements par secteur et par contrepartie. Grâce à la méthodologie de Bâle II, la Banque peut effectuer un suivi continu du risque par portefeuilles agrégés.

Dans le domaine du marché interbancaire et des crédits internationaux où la grande majorité des contreparties est constituée d'établissements bancaires et financiers, l'attribution d'une notation interne à une contrepartie bancaire se fait à partir d'une combinaison d'analyses quantitatives et qualitatives. L'élément quantitatif se base sur des ratios décrivant le mieux la profitabilité, l'importance des fonds propres, la liquidité et la qualité des actifs de la contrepartie tandis que l'élément qualitatif émane de l'analyste lui-même qui tient compte d'éléments non financiers tels que la part de marché, la qualité du management et le rating externe.

En ce qui concerne les crédits internationaux à des entités non financières, la priorité absolue est accordée aux engagements classés au minimum « Investment Grade » sur des pays de l'OCDE. Ces contreparties, comme toutes les autres contreparties de la Banque, reçoivent une notation interne, basée sur des règles similaires à celles appliquées aux établissements bancaires et financiers.

Les encours de crédit font l'objet d'un suivi du risque de contrepartie et d'un contrôle régulier sur base d'analyses financières actualisées et de propositions d'ajustement des limites par contrepartie. La Banque applique également un système de limite-pays pour les pays à rating inférieur à AA. Ces limites sont sujettes à révision périodique.

Les investissements en instruments dérivés sont largement réglementés via le recours aux contrats-types ISDA (« International Swaps and Derivatives Association Inc. ») qui comprennent des clauses de compensation en cas de faillite d'une des parties. La Banque s'est dotée d'un moyen de réduction supplémentaire du risque en négociant l'annexe CSA (« Credit Support Annex ») des contrats ISDA avec les contreparties les plus importantes dans le domaine des opérations du hors bilan. Cette annexe prévoit, sur la base d'une réévaluation périodique des positions bilatérales, le dépôt de garanties sous forme de liquidités ou de titres de première qualité dès que la valeur nette des contrats en cours dépasse un certain seuil. Fin 2008, environ 91% du volume des opérations sur produits dérivés a été réalisé dans le contexte d'un contrat ISDA-CSA.



Risque de marché

Le risque de marché est le risque de perte découlant d'une variation défavorable de différents paramètres financiers, dont principalement les taux d'intérêt, les prix des actions et les cours de change.

Dans sa politique de gestion du risque de marché, la Banque distingue le risque de transformation, résultant de la différence structurelle entre les maturités des ressources et celles de leurs réinvestissements au niveau du bilan de la Banque, du risque lié à la gestion de la trésorerie ainsi qu'aux opérations de négociation (« trading »).

Le risque de transformation est pris en charge par le comité ALM (« Asset Liability Management »), qui d'une part, assure l'adéquation de la gestion des fonds propres et des fonds placés sur comptes à vue ou comptes d'épargne et, d'autre part, assure le refinancement des portefeuilles des crédits ainsi que des portefeuilles obligataires et actions propres de la Banque dans le but de minimiser les implications négatives des mouvements des courbes de taux sur les performances de la Banque. Le comité ALM se compose des membres du Comité de direction de la Banque et d'un certain nombre de chefs de service.

Toutes les autres composantes du risque de marché, comme le risque de taux, de change ou de prix sur actions touchant les positions de la trésorerie ou du « trading » en instruments du bilan et du hors bilan, sont centralisées en temps réel à la salle des marchés dans le système « front-office » et sont maintenues dans des limites fixées par le Comité de direction de la Banque. Le Comité de direction est informé régulièrement par une unité indépendante de la salle des marchés du respect des limites ainsi que des niveaux de risque encourus.

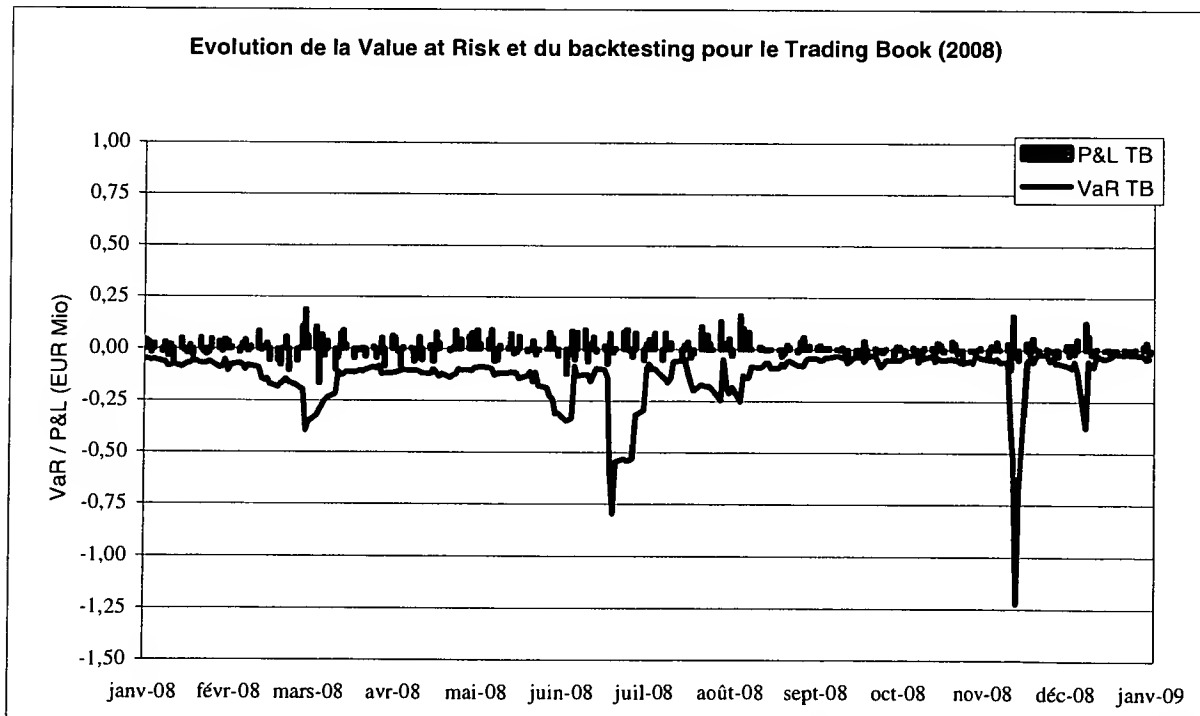
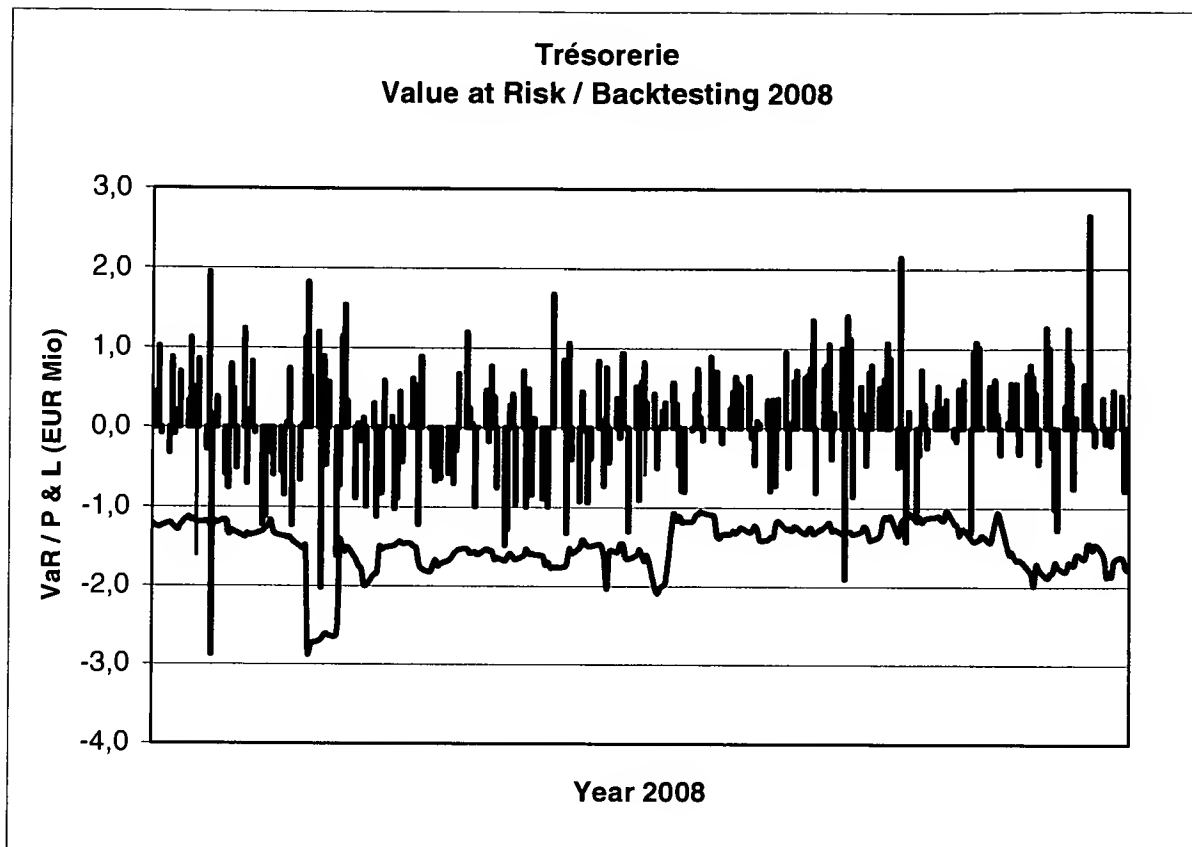
Les niveaux de risque sont principalement, mais non exclusivement, surveillés moyennant l'indicateur linéaire « Value at Risk » (VaR) qui a été mis en place en 2003. La Banque calcule la VaR sur base de la méthodologie dite de simulation historique. Les activités de « trading » et de trésorerie sont soumises à des limites VaR respectives.

Sur une base journalière, la VaR est évaluée pour l'ensemble des portefeuilles à risque de marché (« trading », trésorerie, investissement) à l'exception du portefeuille des participations. L'évaluation est faite pour une période d'un jour avec un seuil de confiance de 99%. Les séries temporelles couvrent une année entière, ce qui correspond pour l'année 2008 à un total de 261 observations.

L'efficacité des calculs de VaR est contrôlée de manière ex-post dans le cadre d'un « back-testing » pour lequel les prédictions faites par la VaR sont comparées aux variations de valeur effectivement constatées. Le premier graphique montre l'évolution de la VaR et du « back-testing » pour la Trésorerie de la Banque durant l'année 2008. En moyenne, la VaR était de 1,48 millions d'euros. Pour le seul portefeuille de « trading », la VaR était de 131.000 euros en moyenne au courant de 2008.

Le résultat négatif de la Trésorerie ne devrait pas dépasser le montant de la VaR en moyenne plus d'un jour sur cent. Pour l'année 2008, nous avons observé 3 dépassements de la VaR pour la Trésorerie.





En sus de la VaR, qui permet une gestion agrégée des différents risques de marché, la Banque maintient d'autres outils de gestion des risques en fonction des instruments financiers concernés. Ainsi, le risque de taux est géré en simulant l'incidence d'une variation parallèle d'un point de base (0,01%) de la courbe des taux d'intérêt sur la Valeur Actuelle Nette (ou « Net Present Value ») des positions. Les rapports quotidiens présentent donc la variation résultant de la variation parallèle de toutes les courbes de taux d'intérêt d'un point de base, appelée encore « Basis Point Value » (BPV) qui doit rester dans des limites fixées. De même, le risque de change et le risque sur actions sont gérés par des limites sur les positions individuelles et des ordres « stop-loss ».



Risque de liquidité

Le risque de liquidité résulte du problème de réconciliation des flux financiers entrants et sortants à une date précise. Le risque pour un établissement financier est celui de ne plus pouvoir, à un moment donné, assurer ses obligations de paiement pour cause de manque d'actifs liquides par rapport aux passifs devenus exigibles. De par sa structure financière, la Banque se trouve normalement dans une situation d'excédents de liquidités. Cette situation a pu être maintenue au cours de la crise de liquidité du secteur financier qui a débuté au deuxième semestre de l'année 2007, et qui a connu un point culminant au quatrième trimestre 2008 après la faillite de la banque d'investissement américaine Lehman Brothers.

La Banque opère un suivi permanent du risque de liquidité en fonction des échéances. La salle des marchés assure la gestion de la liquidité à court terme. Au-delà, la Banque dispose de passifs stables et diversifiés, notamment sous forme d'une base de dépôts clientèle très solide et de programmes de refinancement Euro Commercial Paper (ECP), US Commercial Paper (USCP) et Euro Medium Term Notes (EMTN) qui lui assurent une situation confortable en matière de liquidité. De plus, le portefeuille de valeurs mobilières à revenu fixe de grande qualité (rating moyen de AA-) permet à la Banque un refinancement à la fois auprès de la Banque centrale européenne et dans le marché du repo.

Dans le cas d'un besoin urgent et important de liquidités, la Banque dispose d'une ligne de crédit « intraday » et « overnight » auprès de la Banque centrale du Luxembourg (BCL) contre nantissement de titres publics ou autres titres à revenu fixe. A cet effet, la Banque conserve en permanence un portefeuille d'un minimum de 4.000 millions d'euros en titres à revenu fixe pouvant servir de garantie auprès de la BCL.

Risque opérationnel

D'une manière générale, le risque opérationnel est le risque de perte résultant de procédures internes inadaptées ou défaillantes, d'erreurs humaines ou informatiques ou d'événements externes.

La maîtrise du risque opérationnel est, entre autres, assurée par des règles et procédures détaillées ainsi que par un système de contrôle interne implémenté à tous les niveaux, dont le suivi est assuré par la direction de la Banque.

Dans le but de centraliser la gestion du risque opérationnel, la Banque exploite un outil permettant, d'une part, la gestion des incidents internes selon les méthodologies proposées par Bâle II et, d'autre part, la définition de plans d'auto-évaluation (« self-assessment ») des risques opérationnels pour toutes les

activités de la Banque. La Banque dispose d'une base de données qui recense tous les incidents qui ont un impact sur le résultat de la Banque et qui sont relatifs à une défaillance humaine ou informatique. Les incidents font par ailleurs l'objet d'une analyse récurrente au niveau d'un certain nombre de comités de la Banque, comme le Comité de Gestion Informatique.

La Banque vise par ailleurs à diminuer le risque opérationnel par une amélioration constante des systèmes d'exploitation et des structures organisationnelles.

En ce qui concerne les activités de banque de détail, un suivi rigoureux des affaires, la séparation des fonctions au niveau opérationnel ainsi que le renforcement des procédures sont destinés à éviter d'éventuels incidents. Le service « Compliance » veille au respect par la Banque de toute réglementation en vigueur et notamment concernant les procédures et la formation en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et de financement du terrorisme et le suivi des réclamations de la clientèle.

Le service « Organisation » est en charge de la coordination des grands projets informatiques de la Banque avec comme objectif d'assurer le « change management » et d'éviter les risques opérationnels inhérents à ces projets. Au-delà, sa mission consiste à veiller à la sécurité physique et informatique de la Banque, avec la coordination des plans « Disaster Recovery Plan » (DRP) et « Business Continuity Plan » (BCP) qui servent à assurer la continuité des services de la Banque dans l'éventualité d'une situation de crise.

Dans le domaine de la sécurité des systèmes d'information, une attention toute particulière est accordée en permanence à la protection des informations relatives aux clients. Les considérations de sécurité font partie intégrante de tous les projets informatiques et la Banque fait régulièrement appel à des audits de sécurité spécifiques pour confirmer le niveau de sécurité atteint.

Finalement, la Banque a prorogé la souscription d'un certain nombre de polices d'assurance dans le but de se prémunir contre des pertes financières éventuelles en rapport avec la matérialisation d'un risque opérationnel. Ces polices d'assurance couvrent les principaux domaines d'activité. Une partie de ces risques est prise en charge par la société de réassurance BCEE Ré.

Risque financier et comptabilité de couverture dans les comptes

La Banque utilise des instruments dérivés afin de couvrir les risques de taux d'intérêt, de change, de crédit et de prix fixe (indices boursiers, prix d'actions). Les instruments dérivés couramment utilisés sont les « Interest rate swaps » (IRS) et les « Cross currency interest rate swaps » (CIRS) dans le cadre d'opérations de couverture « Plain Vanilla ». Parallèlement à ces contrats standardisés, la Banque couvre spécifiquement les émissions structurées et les acquisitions d'obligations structurées incluses dans le portefeuille des actifs disponibles à la vente contenant des dérivés incorporés (« Embedded derivatives ») par des swaps à composantes structurées.

Un instrument dérivé est toujours considéré comme détenu à des fins de transaction sauf s'il est désigné en tant qu'instrument de couverture. Lors de la conclusion d'un contrat, la Banque peut désigner certains instruments financiers en tant qu'instruments de couverture lorsque ces opérations respectent les critères définis par la norme IAS 39.

La Banque a principalement recours à la couverture de juste valeur.



La comptabilité de couverture doit respecter les conditions limitatives suivantes énoncées par la norme IAS 39 :

- préalablement à la mise en place de la couverture, une documentation précise et formalisée sur la relation entre l'élément couvert et l'élément de couverture, la nature du risque couvert, l'objectif et la stratégie justifiant l'opération de couverture ainsi que la méthode utilisée pour mesurer l'efficacité de la relation de couverture doit être préparée ;
- la couverture doit débuter dès la mise en place de l'instrument et se poursuivre sans interruption ;
- efficacité prospective : dès la mise en place de l'opération, les caractéristiques de l'opération de couverture doivent permettre une couverture efficace de façon à neutraliser les variations de juste valeur respectivement de flux de trésorerie du sous-jacent couvert au cours de la période de couverture. L'efficacité prospective est donnée lorsque les caractéristiques principales entre éléments couverts et de couverture sont sensiblement identiques (nominal, taux d'intérêt, échéance, devise) à l'intérieur de la période de couverture désignée par la Banque pour l'opération en question ;
- efficacité rétrospective : un test rétrospectif d'efficacité de couverture (variations entre 80% et 125%) est effectué à chaque arrêté comptable.

Les opérations de couverture effectuées par la Banque sont hautement efficaces.

Progression de la rentabilité malgré un contexte économique très difficile



Les résultats financiers de la Banque au 31 décembre 2008 sont en progression par rapport à ceux affichés pour l'exercice 2007.

Le produit bancaire a enregistré une croissance de 14% pour se situer à 532,1 millions d'euros fin 2008.

La marge nette d'intérêt est en forte hausse (+27%) grâce à l'accroissement du volume des crédits et des dépôts de la clientèle non bancaire, l'augmentation de la marge réalisée sur les opérations de marchés et d'ALM et la progression des résultats de remplacement des fonds propres.

Le résultat sur commissions est en repli de 5,1% surtout en raison de la faiblesse des activités liées aux titres, alors que les activités bancaires « classiques » dans le domaine des crédits et des paiements avec la clientèle non bancaire se sont bien développées.

Les revenus de valeurs mobilières à revenu variable ont progressé de 45,2% avec une nouvelle augmentation des dividendes perçus en provenance des investissements dans les sociétés associées et filiales renseignées en tant qu'actifs financiers disponibles à la vente.

Le résultat sur instruments financiers passe de 32,8 millions d'euros fin 2007 à 0,1 million d'euros au 31 décembre 2008. Par définition plus volatile, cette rubrique inclut le résultat de l'activité négoce de valeurs mobilières et d'instruments dérivés, les résultats de réalisations des actifs financiers disponibles à la vente, le résultat sur opérations de couverture de juste valeur ainsi que les opérations de change. Les résultats d'évaluation des valeurs mobilières à revenu fixe, qui font partie des actifs financiers disponibles à la vente, dont les prix ont souffert de la crise de confiance généralisée dans les marchés financiers, sont renseignés dans le poste « réserve de réévaluation » des fonds propres. Il en est de même des résultats d'évaluation relatifs aux valeurs mobilières à revenu variable renseignés dans les actifs financiers disponibles à la vente. La réserve de réévaluation se situe à un niveau confortable fin 2008.

Les autres produits et charges d'exploitation sont en baisse par rapport à l'année dernière en passant de 5,2 millions d'euros à 4,5 millions d'euros fin 2008.

Grâce à une politique rigoureuse de maîtrise des coûts, la Banque a pu limiter la croissance de ses frais généraux totaux, y inclus les corrections de valeur sur immobilisations corporelles et incorporelles, à 1,7%. D'importants projets de « reengineering » et d'automatisation des processus contribuent à améliorer constamment la productivité. Ces éléments ont permis de compenser l'effet de la croissance structurelle des frais de personnel tout en préservant la qualité du service rendu.

En ligne avec sa politique de prudence et dans un contexte de crise financière, la Banque a constitué des corrections de valeur nettes pour risques de crédit individuels et collectifs de 87,1 millions d'euros en 2008 par rapport à 26,8 millions d'euros en 2007. Ce montant inclut une reprise de provision forfaitaire de 59,7 millions au titre de l'exercice 2008.

La Banque a par ailleurs continué à pratiquer une politique prudente en dotant la provision AGDL du maximum admis sous la législation en vigueur au 31 décembre 2008. La dotation pour l'exercice 2008 s'élève à 19,6 millions d'euros contre 18,5 millions un an plus tôt.

Compte tenu des éléments qui précèdent, la Banque peut afficher, pour l'exercice 2008, un bénéfice net de 146,9 millions d'euros contre 145,5 millions d'euros un an plus tôt, en hausse de 1,4 millions d'euros ou de 1,0%.

Après distribution d'une partie du bénéfice net à l'Etat luxembourgeois, le résultat restant permet à la Banque de renforcer ses fonds propres, dont le niveau est largement suffisant pour répondre aux normes communautaires en matière de solvabilité avec un ratio d'adéquation des fonds propres au 31 décembre 2008 de 24,1% et un « Tier 1 ratio » de 14,6%. Le ratio de solvabilité en vertu des exigences supplémentaires de fonds propres au titre des niveaux planchers réglementaires est de 14,0%. Les fonds propres de base (tier 1 capital) se situent à 1.256,5 millions d'euros au 31 décembre 2008.



Perspectives pour l'année 2009

En ce début de l'année 2009, les marchés financiers restent sous l'emprise de mauvaises nouvelles et les principales économies de l'Union européenne ne sont pas encore sorties de la récession. Les autorités européennes et nationales ont cependant engagé une action coordonnée pour restaurer la confiance.

Au Luxembourg, le Gouvernement a pris des mesures fiscales en faveur des personnes physiques et des entreprises, contribuant ainsi aux objectifs stratégiques définis par le plan européen de relance économique. Afin de soutenir davantage l'activité économique par le biais de travaux publics, le Gouvernement a décidé par ailleurs d'entamer, dès l'année 2009, des projets d'investissement prévus initialement pour les années 2010 à 2013.

Compte tenu des mesures de relance précitées et de sa gestion prudente, la BCEE est confiante en sa capacité à continuer à développer ses activités de banque universelle en 2009.

L'amélioration constante de la qualité du service au client restera la préoccupation principale et prioritaire de la Banque également en 2009.

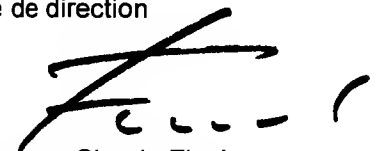
Des événements importants, mettant en cause la marche normale des affaires de la Banque, ne se sont pas produits après la clôture de l'exercice 2008.

Luxembourg, le 19 mars 2009

Pour le Comité de direction



Michel Birel
Directeur Général adjoint



Jean-Claude Finck
Directeur Général



**BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT,
LUXEMBOURG**

RAPPORT DU RÉVISEUR D'ENTREPRISES

31 décembre 2008



PricewaterhouseCoopers
 Société à responsabilité limitée
 Réviseur d'Entreprises
 400, route d'Esch
 B.P. 1443
 L-1014 Luxembourg
 Telephone +352 494848-1
 Facsimile +352 494848-2900
 www.pwc.com/lu
 info@lu.pwc.com

Au Conseil d'administration de
Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg

Rapport sur les comptes annuels

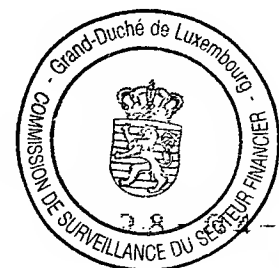
Conformément au mandat donné par le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, sur proposition du Conseil d'Administration de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, nous avons effectué l'audit des comptes annuels ci-joints de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, comprenant le bilan au 31 décembre 2008, le compte de profits et pertes, l'état des profits et pertes comptabilisés et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date et l'annexe contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

Responsabilité du Comité de direction et du Conseil d'administration dans l'établissement et la présentation des comptes annuels

L'établissement et la présentation sincère de ces comptes annuels, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg, relèvent de la responsabilité du Comité de direction et font l'objet d'une approbation par le Conseil d'administration, conformément à la loi organique du 24 mars 1989. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs ; le choix et l'application de méthodes comptables appropriées ; ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité du Réviseur d'entreprises

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit telles qu'adoptées par l'Institut des Réviseurs d'Entreprises. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.



Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures relève du jugement du Réviseur d'entreprises, de même que l'évaluation du risque que les comptes annuels contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, le Réviseur d'entreprises prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des comptes annuels afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites sous la responsabilité du Comité de direction et approuvées par le Conseil d'administration, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des comptes annuels.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

A notre avis, ces comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg au 31 décembre 2008, ainsi que de sa performance financière et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg.

Rapport sur d'autres obligations légales ou réglementaires

Le rapport de gestion, qui relève de la responsabilité du Comité de direction et fait l'objet d'une approbation par le Conseil d'administration, est en concordance avec les comptes annuels.

PricewaterhouseCoopers S.à r.l.
Réviseur d'entreprises
Représentée par

Luxembourg, 19 mars 2009

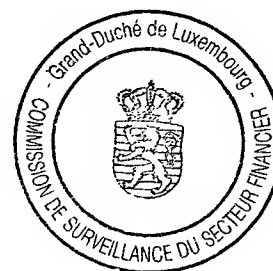


Pierre Krier



**BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT,
LUXEMBOURG**

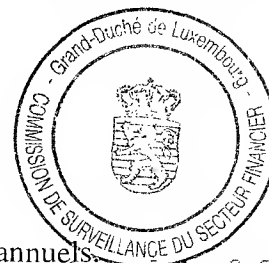
COMPTES ANNUELS AUDITES
31 décembre 2008



Bilan au 31 décembre 2008

ACTIF du Bilan			
	Notes	31/12/2007	31/12/2008
en euros			
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	4.1.	946.542.152	355.194.150
Prêts et avances au coût amorti - Etablissements de crédit	4.8.	9.960.334.536	10.112.612.285
Prêts et avances au coût amorti - Clientèle	4.9.	10.319.249.125	12.141.556.621
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	4.2. 4.7.	286.483.148	213.600.989
Instruments dérivés de couverture	4.7.	190.962.348	141.802.858
Titres disponibles à la vente - Valeurs mobilières à revenu fixe	4.2.	15.071.949.811	11.806.819.966
Titres disponibles à la vente - Valeurs mobilières à revenu variable	4.2.	871.618.291	652.580.293
Titres détenus jusqu'à échéance	4.4.	1.450.062.610	1.337.266.570
Parts dans les entreprises associées et dans les filiales	4.3.	154.173.018	246.169.819
Immobilisations corporelles à usage propre	4.10.	180.908.955	179.496.380
Immobilisations corporelles de placement	4.12.	16.243.745	15.852.020
Immobilisations incorporelles	4.11.	9.202.886	9.635.760
Impôts courants	4.14.	1.258.366	1.258.366
Impôts différés	4.14.	132.000.655	257.903.589
Autres actifs	4.13.	116.492.032	73.990.623
TOTAL de l'ACTIF		39.707.481.678	37.545.740.289

PASSIF du Bilan			
	Notes	31/12/2007	31/12/2008
en euros			
Dépôts évalués au coût amorti - Etablissements de crédit	4.16.	8.497.559.520	3.805.523.752
Dépôts évalués au coût amorti - Clientèle privée	4.17.	15.799.567.245	19.806.242.626
Dépôts évalués au coût amorti - Secteur public	4.17.	3.814.175.763	4.513.983.494
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	4.2. 4.7.	269.675.182	329.148.392
Instruments dérivés de couverture	4.7.	237.596.543	316.147.029
Emissions de titres	4.15.	7.859.876.570	5.671.111.996
Provisions	4.19.	414.093.065	346.596.615
Autres passifs	4.20.	168.627.002	310.052.318
Impôts courants	4.14.	14.372.238	21.929.396
Impôts différés	4.14.	140.242.426	142.818.390
Fonds de pension	4.18.	235.999.135	244.713.006
Sous-total PASSIF à reporter (avant fonds propres)		37.451.784.689	35.508.267.014



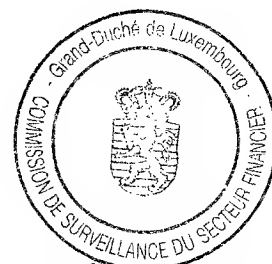
Bilan au 31 décembre 2008 (suite)

FONDS PROPRES du Bilan			
		31/12/2007	31/12/2008
en euros			
Report sous-total PASSIF avant fonds propres		37.451.784.689	35.508.267.014
Capital souscrit		173.525.467	173.525.467
Réserve de réévaluation (*)		653.395.439	325.071.866
Réserves - Résultats non distribués		1.283.281.020	1.391.962.852
Résultat de l'exercice		145.495.063	146.913.090
Sous-total fonds propres		2.255.696.989	2.037.473.275
TOTAL du PASSIF y inclus les FONDS PROPRES		39.707.481.678	37.545.740.289
(*) dont provenant des actifs disponibles à la vente		657.322.804	325.167.755

Etats des profits et pertes comptabilisés au 31 décembre 2008

en euros

	31/12/2007	31/12/2008
Placements disponible à la vente	70.857.207	-332.155.046
° Variation des résultats d'évaluation	100.539.227	-335.479.549
° Résultats de vente réalisés via le compte de résultat	-29.682.020	3.324.503
Ecart actuariels sur régime à prestation définie	27.723.054	-1.813.231
Couverture de flux de trésorerie	-1.337.987	3.831.473
Résultat net comptabilisé directement en fonds propres	97.242.274	-330.136.804
Résultat de l'exercice	145.495.063	146.913.090
Total des produits et charges comptabilisés au titre de l'exercice	242.737.337	-183.223.714



Compte de résultat au 31 décembre 2008

en euros	Notes	31/12/2007	31/12/2008
Résultat d'intérêts	5.1.	318.025.856	403.953.136
Revenu de valeurs mobilières	5.2.	37.008.790	53.740.785
Commissions	5.3.	73.600.934	69.853.937
REDULTAT SUR INTERETS, DIVIDENDES ET COMMISSIONS		428.635.580	527.547.858
Résultat réalisé sur instruments financiers non renseignés à la juste valeur au compte de résultat	5.4.	29.783.014	-3.189.555
Résultat sur instruments financiers détenus à des fins de négociation	5.5.	617.551	-10.986.084
Résultat sur opérations de couverture	5.6.	-435.709	7.545.895
Différences de change		2.814.203	6.699.727
PRODUIT NET BANCAIRE		461.414.639	527.617.841
Autres produits d'exploitation	5.7.	8.177.020	6.887.874
Autres charges d'exploitation	5.7.	-3.026.318	-2.437.166
PRODUIT BANCAIRE		466.565.341	532.068.549
Frais du personnel	5.8.	-163.012.904	-166.309.408
Autres frais généraux administratifs	5.9.	-59.907.716	-61.195.141
Corrections de valeur sur immobilisations corporelles et incorporelles	5.10. 5.11	-25.120.491	-24.795.216
RESULTAT APRES FRAIS GENERAUX		218.524.230	279.768.784
Corrections de valeur nettes sur risques de crédit individuels et collectifs (instruments financiers)	5.13.	-26.843.758	-87.104.040
Dotations aux provisions	5.14.	-19.593.951	-20.660.473
RESULTAT AVANT IMPOTS		172.086.521	172.004.271
Résultats sur actifs non courants et des groupes destinés à être cédés, classés comme détenus en vue de la vente et ne remplissant pas les conditions d'une activité abandonnée		1.577.479	321.097
Impôts sur le résultat provenant des activités ordinaires	5.15.	-19.289.270	-24.998.074
Impôts différés	5.15.	-8.879.667	-414.204
RESULTAT DE L'EXERCICE		145.495.063	146.913.090



Tableau des flux de trésorerie au 31 décembre 2008

en euros

Le tableau des flux de trésorerie présente les entrées et les sorties de trésorerie. La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse, les avoirs auprès des banques centrales ainsi que les dépôts à vue.

Le tableau des flux de trésorerie classe les flux de trésorerie de la période en activités opérationnelles, d'investissement et de financement.

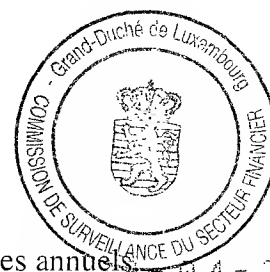
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles

- Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles avant variation des actifs et passifs opérationnels :

	31/12/2007	31/12/2008
Intérêts reçus	3.600.056.515	3.510.144.188
Intérêts payés	-3.317.648.530	-3.077.555.350
Revenus de valeurs mobilières (dividendes)	38.880.230	53.740.785
Commissions reçues	100.420.800	98.914.070
Commissions payées	-26.819.866	-29.060.133
Autres produits d'exploitation	8.177.020	6.887.874
Autres frais généraux administratifs	-215.037.639	-221.364.441
Autres charges d'exploitation	-3.026.318	-2.437.166
Sous-total	185.002.212	339.269.827

- Flux de trésorerie provenant des variations d'actifs opérationnels :

Variations nettes	31/12/2007	31/12/2008
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	39.571.988	5.188.476
Titres disponibles à la vente - Valeurs mobilières à revenu fixe	457.812.264	3.015.058.996
Titres disponibles à la vente - Valeurs mobilières à revenu variable	-43.352.631	17.488.618
Prêts et avances au coût amorti (établissements de crédit)	2.256.840.204	248.984.671
Prêts et avances au coût amorti (clientèle)	-1.315.377.479	-1.557.515.265
Instruments dérivés de couverture	5.223.874	2.553.017
Autres actifs	34.903.877	42.617.552
Sous-total	1.435.622.097	1.774.376.065



- Flux de trésorerie provenant des variations des passifs opérationnels :

Variations nettes	31/12/2007	31/12/2008
Titres détenus à des fins de transaction - Ventes à découvert	48.914	-142.388
Dépôts évalués au coût amorti - Établissements de crédit	-13.852.054	-3.662.991.405
Dépôts évalués au coût amorti - Clientèle	-1.358.435.530	2.519.084.582
Instruments dérivés de couverture	-3.824.205	-7.887.783
Autres passifs	-82.409.491	137.252.709
Émissions de titres	-281.725.271	-2.102.123.615
Sous-total	-1.740.197.637	-3.116.807.900
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	-119.573.328	-1.003.162.008

Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement

	31/12/2007	31/12/2008
Acquisition de titres disponibles à la vente - Valeurs mobilières à revenu variable	5.273.806	1.468.229
Acquisition de valeurs mobilières à revenu variable - Filiales	2.726	-7.775
Acquisition de valeurs mobilières à revenu variable - Sociétés mise en équivalence	-307.307	39.250
Acquisition / remboursement de titres détenus jusqu'à échéance	165.188.891	112.437.988
Acquisitions/cessions d'actifs incorporels et corporels	4.276.549	-4.463.843
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	174.434.665	109.473.849

Flux de trésorerie provenant des activités de financement

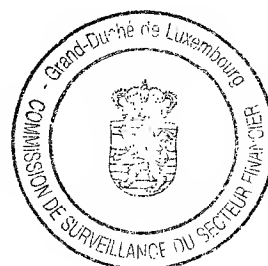
	31/12/2007	31/12/2008
Produits de l'émission de passifs subordonnés	-49.578.705	-111.672.420
Distribution du résultat	-30.000.000	-35.000.000
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	-79.578.705	-146.672.420

Variation nette	-24.717.368	-1.040.360.579
------------------------	--------------------	-----------------------



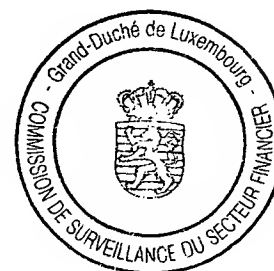
Variation des comptes de trésorerie et des équivalents de trésorerie

	2007	2008
Situation au 1er janvier	-803.000.849	-921.906.857
Variation nette de trésorerie	-24.717.368	-1.040.360.579
Effet de la variation du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	-94.188.640	-43.811.372
Situation au 31 décembre	-921.906.857	-2.006.078.808



**BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT,
LUXEMBOURG**

NOTES AUX COMPTES ANNUELS
31 décembre 2008



1 INFORMATION GENERALE

La Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg (ci- après "La Banque"), instituée par la loi du 21 février 1856 et régie par la loi du 24 mars 1989, est un établissement public autonome, doté de la personnalité juridique. Elle est placée sous la haute surveillance du membre du Gouvernement ayant le département du Trésor dans ses attributions.

Le siège de la Banque est situé 1, place de Metz à L-2954 Luxembourg.

Dans les limites fixées par les lois et règlements applicables aux établissements de crédit, la Banque a pour objet de faire toutes opérations bancaires et financières ainsi que toutes opérations analogues, connexes ou accessoires à celles-ci.

L'effectif moyen de la Banque pour le courant de l'exercice 2008 était de 1.789 personnes (1.777 personnes en 2007).

L'exercice social coïncide avec l'année civile.

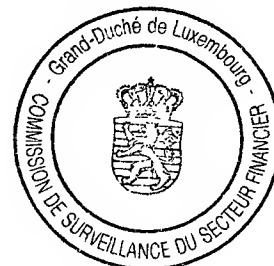
Les comptes annuels ont été approuvés par le Conseil d'Administration dans sa séance du 19 mars 2009.

2 PRINCIPES D'ELABORATION DES COMPTES ANNUELS

2.1 Respect des principes généraux IFRS

Les comptes annuels pour l'exercice 2008 ont été préparés en conformité avec les obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg pour les établissements de crédit tels que décrits ci-après. A l'exception des principes comptables relatifs à la comptabilisation de la provision « AGDL » (« Association pour la Garantie des Dépôts à Luxembourg »), de la provision forfaitaire et des postes spéciaux avec une quote-part de réserves (ci-après « les provisions prudentielles ») qui sont décrits à la note 3.7 « Provisions », les principes comptables sont basés sur les IFRS tels qu'adoptés par l'Union Européenne.

Les comptes annuels relatifs à l'exercice 2007 publiés en normes luxembourgeoises (« Lux-Gaap ») ont été retraités en suivant les mêmes prescriptions légales et réglementaires à fin de comparaison. La Banque publie des comptes consolidés selon les normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne depuis



2007. Elle a utilisé les valeurs déterminées au moment du passage des normes luxembourgeoises aux normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 1^{er} janvier 2006 pour les comptes consolidés comme point de départ pour établir le bilan comparatif au 31 décembre 2007, à l'exception de la comptabilisation des provisions prudentielles décrites ci-avant. Le compte de résultat de l'exercice 2007 et le tableau de variation des capitaux propres en 2007 sont présentés après avoir été retraités selon les mêmes principes.

Le tableau suivant explique les principaux impacts du changement du référentiel comptable sur les fonds propres au 1^{er} janvier 2007.

Fonds propres au 1er janvier 2007	Capital et Réserves	Réserve de réévaluation	Total Fonds propres
Solde ancien référentiel luxembourgeois ("Lux-Gaap")	1.596.080.820		1.596.080.820
<i>Capital</i>	173.525.467	-	-
<i>Réserves</i>	1.058.991.679	-	-
<i>Fonds pour risques bancaires généraux</i>	213.046.532	-	-
<i>Résultat de l'exercice 2007</i>	117.044.641	-	-
<i>Corrections de valeur au sens de l'art. 62</i>	33.472.501	-	-
variations du passage de "Lux-Gaap" vers le nouveau référentiel luxembourgeois :	6.220.730	653.395.439	659.616.169
<i>Instruments financiers détenus à des fins de transaction</i>	-3.267.142	-	-
<i>Actifs financiers disponibles à la vente</i>	-19.264.955	660.345.228	-
<i>Actifs et passifs évalués au coût amorti</i>	67.618.053	-	-
<i>Dérivés de couverture</i>	19.406.006	-5.581.019	-
<i>Provisions (y inclus le fonds de pension)</i>	-44.825.885	-	-
<i>Impôts différés</i>	-6.873.002	-1.368.770	-
<i>Autres</i>	-6.572.345	-	-
Solde nouveau référentiel luxembourgeois	1.602.301.550	653.395.439	2.255.696.989

La Banque fournit les informations sectorielles requises par la norme IFRS 8 dans les comptes consolidés.

La Banque n'a pas appliqué de manière anticipative les nouveaux standards entrés en vigueur à partir du 1^{er} janvier 2009. En effet, la Banque juge les impacts sur les comptes annuels comme étant non matériels.

Les comptes annuels sont établis en euros, monnaie fonctionnelle de la Banque. Les comptes annuels sont établis au coût historique, respectivement au coût amorti, ajusté à la juste valeur pour l'enregistrement des



investissements disponibles à la vente, des actifs financiers détenus à des fins de négociation et des instruments dérivés.

Les actifs et passifs financiers évalués au coût amorti, désignés comme éléments couverts dans le cadre de couvertures à la juste valeur, doivent être ajustés des variations de juste valeur imputables aux risques qui sont couverts.

2.2 Transactions en monnaies étrangères

Les effets des variations des cours des monnaies étrangères sur les postes essentiels du compte de résultat sont exposés ci-dessous. La monnaie fonctionnelle de la BCEE est l'euro (« EUR »).

Les transactions en monnaie étrangère sont converties en monnaie fonctionnelle au cours de change en vigueur à la date de transaction.

A chaque date de clôture, les éléments monétaires en monnaie étrangère sont convertis au cours du dernier jour de l'exercice.

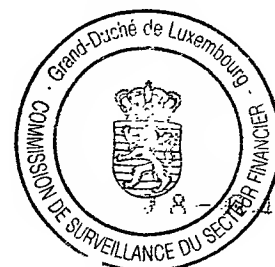
Les éléments non-monétaires enregistrés au coût historique sont convertis en utilisant le cours de change à la date de transaction tandis que les éléments non-monétaires enregistrés à la juste valeur sont convertis en appliquant le cours de change en vigueur à la date où ces justes valeurs ont été déterminées.

Les différences de change qui résultent des actifs et passifs monétaires sont comptabilisées en résultat, sauf si l'opération de transaction a été classée en couverture de flux de trésorerie (« cash flow hedge »).

Pour les actifs monétaires classés en « actifs disponibles à la vente », les différences de change relatives à la différence entre la juste valeur à la date de clôture de ces instruments et de leur coût d'acquisition sont comptabilisés en réserve de réévaluation, tandis que les différences de change relatives à l'ajustement du coût amorti sont comptabilisés en compte de résultat.

Les différences de change relatives à des ajustements de la juste valeur d'éléments non monétaires suivent la comptabilisation de ces changements de juste valeur.

Pour les devises principales, les taux de change suivants ont été utilisés pour la conversion des comptes annuels.



Un euro est égal à :

	31/12/2007	31/12/2008
CHF	1,6558	1,4930
GBP	0,7343	0,9670
JPY	165,0000	126,8500
USD	1,4721	1,4050
SEK	9,4283	10,9000

2.3 Opérations bancaires

2.3.1 Comptabilisation et évaluation initiales

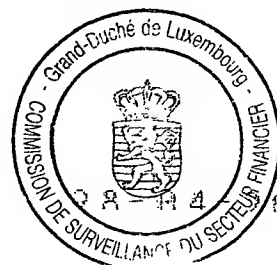
Les achats et les ventes d'actifs et de passifs financiers dont la livraison, respectivement le règlement, sont effectués à une date ultérieure à la date de transaction sont comptabilisés au bilan à la date de livraison, respectivement de règlement.

Tous les instruments financiers sont enregistrés à la juste valeur lors de la comptabilisation initiale, augmentée des frais directement attribuables lorsque ces instruments financiers ne sont pas renseignés à la juste valeur au compte de résultat.

Les instruments dérivés sont enregistrés à la date de transaction au bilan à leur juste valeur. La classification des instruments dérivés lors de leur comptabilisation initiale dépend de l'intention et des caractéristiques de leur détention. Ainsi, une classification en « instruments financiers détenus à des fins de transaction » ou en « instruments de couverture » est possible.

Les dérivés sont enregistrés à l'actif lorsque la juste valeur est positive, respectivement au passif lorsqu'elle est négative. La juste valeur s'entend ici comme le « dirty price » de ces instruments, donc intérêts courus compris.

Les instruments dérivés suivant la définition de la norme IAS 39, incorporés dans d'autres instruments financiers, sont séparés du contrat hôte et enregistrés à la juste valeur si leurs caractéristiques économiques et les risques ne sont pas étroitement liés à ceux du contrat hôte et, si l'instrument financier global n'est pas classé comme détenu à des fins de transaction respectivement n'a pas été désigné comme étant évalué à la juste valeur par le compte de résultat. Les instruments dérivés incorporés qui ont été séparés du contrat hôte sont comptabilisés à leur juste valeur dans le portefeuille détenu à des fins de transaction et les variations de juste valeur sont enregistrées dans le compte de résultat.



Les plus ou moins-values réalisées lors de la vente d'actifs financiers qui ne font pas l'objet d'une réévaluation par le compte de résultat sont calculées par différence entre le montant reçu net de frais de transaction et le coût d'acquisition, respectivement le coût amorti de l'actif.

2.3.2 Evaluation ultérieure

L'évaluation des instruments financiers se fera en fonction des caractéristiques des instruments financiers ainsi que de leur appartenance à une catégorie d'évaluation. Les catégories d'évaluation retenues sont les suivantes : actifs financiers détenus à des fins de transaction, actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance ou actifs financiers disponibles à la vente.

Les méthodes d'évaluation qui sont appliquées sont le « coût historique », le « coût amorti » et la « juste valeur ». Le coût historique est le montant initial enregistré. Le coût amorti correspond au montant initial enregistré, diminué des amortissements en capital, ajusté des primes et décotes calculées par différence entre le montant initial et le montant de remboursement à l'échéance et étalées sur la durée de l'actif, moins les dépréciations constatées via des corrections de valeur dans le cas où il y a indication objective de perte de valeur de l'actif considéré.

La juste valeur de la contrepartie reçue ou donnée peut normalement être déterminée par référence à un marché actif ou à partir de techniques d'évaluation basées sur des observations de marché.

2.3.3 Jugements et estimations comptables

Dans le cadre de la mise en place des principes comptables sous IFRS, la Banque a dû faire appel, dans certains cas, à des jugements ainsi qu'à des estimations dans la détermination des montants renseignés dans les comptes annuels.

Les cas les plus significatifs dans lesquels des jugements, respectivement des estimations, ont dû être faits sont :

2.3.3.1 La juste valeur des instruments financiers

Lorsqu'une juste valeur d'un instrument financier renseigné au bilan ne peut être déterminée à partir d'un marché actif, elle est calculée à partir de techniques d'évaluation basées le plus souvent sur des modèles mathématiques. Dans la mesure du possible, les variables qui sont fournies aux modèles mathématiques sont issues d'observations de marché.



La Banque détermine l'activité, respectivement l'inactivité, d'un marché de valeurs mobilières à revenu fixe à partir de critères tels que le poids de la position détenue par la Banque dans l'émission totale, le nombre de contributeurs de prix, le « Bid Size » moyen ainsi que les écarts entre prix « bid » et prix « ask ».

En raison de la crise sur les marchés financiers qui s'est aggravée tout au long de 2008 et fort de constater que l'activité du marché obligataire déclinait sensiblement, la Banque a privilégié des modèles mathématiques issus d'observations de marché dans l'évaluation de ses positions de valeurs mobilières à revenu fixe pour les titres considérés comme étant inactifs.

Lorsque le marché est considéré actif, la Banque utilise les prix d'une source de cotation officielle telle que Bloomberg ou Reuters. Dans le cas d'une émission pour laquelle la Banque juge que le marché est inactif, la Banque calcule d'abord un prix par application de la méthode des flux de trésorerie actualisés (« Discounted Cash flow method ») à partir de courbes de taux d'intérêt et de spread déterminés en fonction de la bonité de l'émetteur. Le prix ainsi calculé est ensuite pondéré avec une indication de prix fourni par une source de cotation, même si l'indication de prix est issue d'un marché jugé inactif par la Banque.

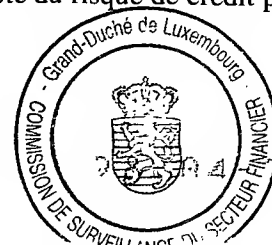
2.3.3.2 Dépréciations des actifs financiers (« impairment ») évalués au coût amorti

La Banque déprécie un actif financier lorsqu'il y a indication objective de dépréciation de cet actif, conformément aux instructions de la norme IAS 39.

Pour les dossiers de la banque de détail (« retail banking ») l'estimation du montant irrécouvrable sur des dossiers spécifiques (p.ex un compte courant à découvert en défaut), est effectuée à partir d'observations de pertes historiques, alors qu'un jugement effectué dossier par dossier permet de déterminer le montant irrécouvrable de la clientèle professionnelle (« wholesale banking »). Une correction de valeur spécifique est enregistrée en conséquence.

En ce qui concerne les « indications objectives de dépréciation » telles que déterminées par les IFRS, la Banque les assimile à la notion d'« entrée en défaut » par application des règles internes de gestion du risque de crédit selon Bâle II.

La Banque constitue par ailleurs des « corrections de valeur sur base collective » sur les créances non identifiées sur base individuelle comme étant en défaut, afin de tenir compte du risque de crédit progressif



après la date d'octroi du crédit. Le montant de la dotation est constitué à partir des pertes historiques constatées avec une pondération plus forte pour les années récentes.

2.3.3.3 Dépréciations des actifs disponibles à la vente

La Banque considère les valeurs mobilières du portefeuille « actifs financiers disponibles à la vente » (« AFS ») comme dépréciées lorsqu'elle s'attend à une baisse des flux de trésorerie futurs contractuels en raison d'« indications objectives de dépréciation » comme par exemple une baisse des notations en-dessous d'un seuil jugé critique par la Banque ou une information qu'elle détient sur la solvabilité de l'émetteur. En d'autres termes, la Banque juge qu'une dépréciation est à acter lorsque la détérioration du prix ne reflète pas seulement la variation de paramètres de marché comme les « spread » de crédit, mais, pour le titre en question, est la conséquence, d'une baisse des flux de trésorerie attendus.

La Banque considère qu'il y a dépréciation de valeurs mobilières à revenu variable lorsqu'elle s'attend à ce que la société dans laquelle elle a pris un investissement connaît des problèmes de trésorerie.

Lorsque la Banque retient une dépréciation sur des valeurs mobilières à revenu fixe, la différence entre le prix d'évaluation et le coût amorti sera renseignée au niveau du compte de résultat et ne figurera par conséquent plus dans les fonds propres sous la rubrique « Réserve de Réévaluation ».

De même, lorsque la Banque retient une dépréciation sur des valeurs mobilières à revenu variable, la différence entre le prix d'évaluation et le coût d'acquisition sera renseignée au niveau du compte de résultat et ne figurera par conséquent plus dans les fonds propres sous la rubrique "Réserve de réévaluation".



3 INFORMATIONS SUR LES REGLES COMPTABLES APPLIQUEES AUX RUBRIQUES DU BILAN

3.1 Caisse et avoirs auprès des banques centrales

La trésorerie se compose essentiellement des postes caisse et de la réserve minimale obligatoire auprès de la Banque centrale du Luxembourg.

La réserve minimale obligatoire est alimentée de sorte à satisfaire l'exigence de réserve imposée par la Banque centrale du Luxembourg.

Ces fonds ne sont pas disponibles pour financer les opérations courantes de la Banque. La base de réserve, calculée mensuellement, est définie en fonction des éléments du bilan selon les principes comptables luxembourgeois. Le calcul de la base ainsi que l'exigence de réserve est effectuée par la Banque centrale.

3.2 Les instruments financiers

La Banque distingue quatre catégories d'actifs financiers. A chaque catégorie correspond un traitement comptable spécifique.

3.2.1 Actifs et passifs détenus à des fins de transaction

Les instruments financiers détenus dans le but de dégager un bénéfice des fluctuations à court terme des prix sont classés comme actifs respectivement passifs détenus à des fins de transaction. Sont inclus dans cette catégorie les valeurs mobilières à revenu fixe, les valeurs mobilières à revenu variable, les ventes à découvert sur ces mêmes instruments financiers ainsi que les instruments dérivés utilisés à des fins de transaction.

La notion de « court terme » n'étant pas définie par la norme IAS 39, la Banque considère une intention de détention d'une durée moyenne de six mois pour les instruments non dérivés.

Les instruments financiers détenus à des fins de transaction sont initialement comptabilisés à la juste valeur avec, par la suite, la prise en compte des variations de juste valeur en « résultats sur instruments financiers détenus à des fins de transaction » au compte de résultat. Les intérêts courus durant la période de détention ainsi que les intérêts perçus sont comptabilisés dans la rubrique « résultats d'intérêts » et les



dividendes dans la rubrique « revenus de valeurs mobilières » en fonction des conditions contractuelles, respectivement à partir du moment où le droit au paiement devient effectif.

3.2.2 Valeurs mobilières à revenu fixe détenues jusqu'à l'échéance

Les titres cotés ayant une échéance déterminée que la Banque a l'intention expresse et les moyens de garder jusqu'à l'échéance sont comptabilisés sous la rubrique « titres détenus jusqu'à l'échéance » au coût amorti, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif avec intégration en résultat des primes et décotes étalées sur la durée de vie de l'actif, après déduction éventuelle d'une dépréciation pour perte de valeur (« impairment »). L'étalement des décotes/surcotes se fait au niveau de la rubrique « résultat d'intérêts » au compte de résultat.

Les conditions de classement en actifs détenus jusqu'à l'échéance, ainsi que les règles strictes de tenue du portefeuille (conditions de transfert et de vente restreintes) ont conduit la Banque à limiter l'utilisation de ce portefeuille. Ces actifs étant détenus jusqu'à l'échéance et n'étant pas évalués à la juste valeur, ils ne sont pas exposés à un risque de variation des taux d'intérêts et il n'est dès lors pas possible de les couvrir contre ce risque. En revanche, ils peuvent être couverts contre le risque de change et contre le risque de crédit. La Banque investit principalement en titres émis ou garantis par des émetteurs de première qualité, étatiques ou bancaires, dans le cadre de sa politique de gestion actifs-passifs.

3.2.3 Actifs disponibles à la vente

Les actifs disponibles à la vente correspondent aux positions qui ont été désignées initialement comme telles, respectivement ce sont les positions qui ne sont pas classées lors de la comptabilisation initiale dans l'une des trois autres catégories d'actifs « actifs détenus à des fins de transaction, actifs détenus jusqu'à l'échéance ou créances évaluées au coût amorti ».

La catégorie des actifs disponibles à la vente inclut des valeurs mobilières à revenu fixe, les crédits cotés sur un marché actif ainsi que les valeurs mobilières à revenu variable, notamment les investissements en actions et en SICAV. La Banque a par ailleurs opté pour l'évaluation à la juste valeur, selon la norme IAS 39, des participations dans les sociétés associées et les filiales en assimilant les-dits investissements à la catégorie des actifs financiers disponibles à la vente pour les besoins des comptes annuels individuels. Les actifs financiers disponibles à la vente sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, y compris les coûts de transaction. Les intérêts sont comptabilisés en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif et sont inclus dans le résultat d'intérêts. Les dividendes sont enregistrés dans la rubrique « revenus de valeurs mobilières » du compte de résultat lorsque le droit de percevoir des dividendes a été acquis.



L'évaluation des positions disponibles à la vente se fait à leur juste valeur sur base des prix offerts (« bid price ») pour les titres cotés sur un marché actif ou sur la base de modèles se basant sur des données de marché observables. Les plus- ou moins-values latentes dégagées par les variations de juste valeur des actifs disponibles à la vente sont comptabilisées en fonds propres dans la rubrique « réserve de réévaluation ». Les dépréciations d'actifs sont renseignées au niveau du compte de résultat et ne figureront par conséquent plus dans les fonds propres sous la rubrique « réserve de réévaluation ».

Lors de la cession d'actifs financiers disponibles à la vente, le résultat réalisé est enregistré dans la rubrique « résultats réalisés sur instruments financiers non renseignés à la juste valeur au compte de résultat » au niveau du compte de résultat. Dans le cas où la Banque détient plusieurs investissements dans le même titre, les sorties du stock s'effectueront suivant la méthode « FIFO » (« first in - first out »).

Les plus- ou moins-values latentes ou réalisées sur valeurs mobilières à revenu fixe sont dégagées en comparant la juste valeur de l'obligation à son coût amorti. En ce qui concerne les valeurs mobilières à revenu variable, le coût d'acquisition, y compris les coûts de transaction, est comparé au prix pour dégager le résultat.

Les obligations qui font partie du portefeuille des actifs financiers disponibles à la vente et qui sont couvertes contre le taux d'intérêt connaissent un traitement particulier qui sera traité au point suivant.

3.2.4 Instruments dérivés utilisés à des fins de couverture

La Banque utilise des instruments dérivés afin de couvrir les risques de taux d'intérêt, de change, de crédit et de prix fixe tels que indices boursiers ou prix d'actions. Les instruments dérivés couramment utilisés sont les « IRS – Interest Rate Swaps » et les « CIRS – Cross currency interest rate swaps » dans le cadre d'opérations de couverture « plain vanilla ». Parallèlement à ces contrats standardisés, la Banque couvre spécifiquement les émissions structurées (EMTN) et les acquisitions d'obligations structurées incluses dans le portefeuille des actifs disponibles à la vente contenant des dérivés incorporés (« embedded derivatives ») par des swaps à composantes structurées.

Un instrument dérivé est toujours considéré comme détenu à des fins de transaction sauf s'il est désigné en tant qu'instrument de couverture. Lors de la conclusion d'un contrat, la Banque peut désigner certains instruments financiers en tant qu'instruments de couverture lorsque ces opérations respectent les critères définis par IAS 39.

La Banque classe les instruments de couverture dans les catégories suivantes :

- couverture de juste valeur d'un actif, d'un passif ou d'un engagement ferme ;



- couverture d'un flux de trésorerie futur attribuable à un actif ou passif déterminé ou à une transaction future.

La Banque a principalement recours à la couverture de juste valeur.

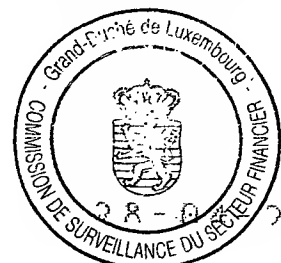
La comptabilité de couverture doit respecter les conditions limitatives suivantes énoncées par la norme IAS 39 :

- Préalablement à la mise en place de la couverture, une documentation précise et formalisée sur la relation entre l'élément couvert et l'élément de couverture, la nature du risque couvert, l'objectif et la stratégie justifiant l'opération de couverture ainsi que la méthode utilisée pour mesurer l'efficacité de la relation de couverture doit être préparée ;
 - La couverture doit débuter dès la mise en place de l'instrument et se poursuivre sans interruption ;
 - Efficacité prospective : dès la mise en place de l'opération, les caractéristiques de l'opération de couverture doivent permettre une couverture efficace de façon à neutraliser les variations de juste valeur, respectivement de flux de trésorerie du sous-jacent couvert au cours de la période de couverture. L'efficacité prospective est donnée lorsque les caractéristiques principales entre éléments couverts et de couverture sont sensiblement identiques (nominal, taux d'intérêt, échéances, devise) à l'intérieur de la période de couverture désignée par la Banque pour l'opération en question ;
 - Efficacité rétrospective : un test rétrospectif d'efficacité de couverture (variations entre 80% et 125%) est effectué à chaque arrêté comptable.

Les variations de juste valeur des instruments dérivés désignés comme faisant partie d'une couverture de juste valeur qui satisfont aux conditions et qui ont démontré leur efficacité vis-à-vis du sous-jacent à couvrir sont comptabilisées au compte de résultat à la rubrique « résultat net sur opérations de couverture », au même titre que les variations de juste valeur des instruments couverts.

Si à un moment donné, la couverture vient à ne plus satisfaire aux conditions de la comptabilité de couverture, la part réévaluée à la juste valeur de l'élément couvert portant intérêt financier doit être amortie en résultat sur la durée résiduelle de l'élément couvert, sous forme d'un ajustement du rendement de l'élément couvert.

Les variations de juste valeur des instruments dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie qui satisfont aux conditions et qui ont démontré leur efficacité vis-à-vis du sous-jacent à couvrir sont



comptabilisés dans les fonds propres à la rubrique « réserve de réévaluation – couverture de flux de trésorerie ».

Si un instrument de couverture arrive à expiration ou est vendu, résilié ou exercé ou si la transaction ne satisfait plus aux critères requis pour être qualifiée de couverture, la Banque cesse de pratiquer la comptabilité de couverture. Un ajustement de la valeur comptable d'un instrument financier couvert portant intérêt est amorti par le compte de résultat, l'ajustement devant être totalement amorti à l'échéance. Si l'élément comptable est décomptabilisé, c'est-à-dire sorti du bilan, sa variation de juste valeur est prise directement en résultat.

3.2.5 Opérations sur titres : mises et prises en pension – prêts et emprunts de titres

Mises et prises en pension :

Les titres soumis à une convention de vente avec engagement de rachat (opérations de cession-rétrocession), lorsque le rachat porte sur le même actif ou un actif substantiellement identique, demeurent au bilan et sont considérés comme des actifs financiers détenus à des fins de négociation, comme des actifs financiers disponibles à la vente ou comme des actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance. La dette envers la contrepartie est inscrite au passif sous la rubrique « dépôts évalués au coût amorti ».

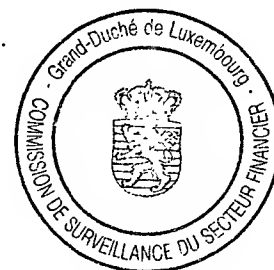
La Banque conclut essentiellement des contrats avec engagement de rachat du même actif ou d'actifs identiques.

La contrepartie des titres achetés avec un engagement de revente (« prise en pension ») est inscrite dans la rubrique « prêts et avances au coût amorti ».

La Banque effectue des opérations de « triparty -repo » avec des contreparties dont la bonité (« rating ») est supérieure ou égale à la notation « A ». Un intermédiaire intervient en tant qu'entité tierce pendant toute la durée de vie du « triparty repo » pour gérer les règlements contre livraison, contrôler les critères d'éligibilité des titres, calculer et gérer les appels de marge, gérer les substitutions de titres. Les échéances des contrats de « triparty reverse-repo » varient entre « overnight » et 6 mois.

Prêts et emprunts de titres :

Les titres prêtés demeurent au bilan. Les titres empruntés ne figurent pas au bilan.



3.2.6 Prêts et avances évalués au coût amorti

Les prêts et avances évalués au coût amorti sont des actifs financiers émis par la Banque avec des paiements fixes ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif.

Les prêts et avances à échéance fixe émis par la Banque sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Ils font l'objet d'un test de dépréciation à chaque arrêté comptable et donnent lieu, le cas échéant, à comptabilisation d'une dépréciation.

La norme IAS 18 impose de considérer les frais de dossier comme des frais d'origination ce qui signifie qu'il faut les intégrer au calcul du taux d'intérêt effectif. La méthode actuarielle s'impose, les frais et commissions significatifs attachés aux créances à taux fixe sont étalés sur la durée de vie de l'actif et comptabilisés comme un ajustement du taux de rendement effectif de l'actif auquel ils sont attachés.

Dans le cas où ils ne sont pas significatifs, ils sont directement comptabilisés en résultat.

Dans le cas des prêts à taux variable ou ajustable, l'étalement se fera, non pas par la méthode actuarielle, mais par la méthode linéaire.

La Banque ayant opté pour l'évaluation au coût amorti des créances non représentées par un titre, l'évaluation en fonction de la courbe de taux d'intérêt ne se fait que dans le cas d'une couverture du prêt par un instrument dérivé et lorsque la Banque a formellement désigné l'opération comme opération de couverture en accord avec les normes IFRS.

3.2.7 Marché interbancaire

3.2.7.1 *Emprunts*

Les emprunts sont comptabilisés initialement à leur juste valeur nette de frais de transaction. Ultérieurement les emprunts sont comptabilisés à leur coût amorti et toute différence entre le montant net reçu et le montant remboursé est comptabilisée au compte de résultat sur la durée du prêt, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

3.2.7.2 *Emissions de titres*

A la base, les émissions de la BCEE sont évaluées au coût amorti. Toutefois dans le cadre de ses programmes Euro medium term notes (« EMTN »), la Banque émet bon nombre d'obligations structurées contenant des instruments dérivés incorporés (« embedded derivatives ») dont les variations de prix sont couvertes par des swaps dont la structure est une copie conforme de celle contenue dans l'obligation.

La Banque a désigné ces opérations comme « fair value hedge » ce qui lui permet de compenser l'effet de marché au niveau du compte de résultat.

3.2.8 Dépréciation des actifs financiers

La Banque déprécie un actif financier lorsqu'il y a indication objective de dépréciation de cet actif, conformément aux instructions de la norme IAS 39.

En ce qui concerne les actifs évalués au coût amorti, le montant recouvrable est net de tout nantissement ou garantie et correspond à la valeur des flux futurs ré-estimés actualisés au taux d'intérêt effectif initial ou au dernier taux d'intérêt effectif pour les instruments à taux variable. Le montant de la dépréciation correspond à la différence entre la valeur comptable et la valeur recouvrable.

Pour les instruments évalués à la juste valeur, le montant recouvrable correspond soit à la juste valeur, soit à la valeur actualisée des flux futurs estimés au taux de marché applicable à un actif financier similaire.

Les dotations pour dépréciation du portefeuille disponible à la vente et des créances sont comptabilisées à l'actif en diminution de la rubrique concernée.

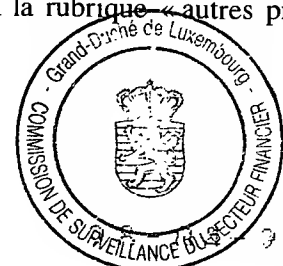
On distingue 2 catégories de dépréciation :

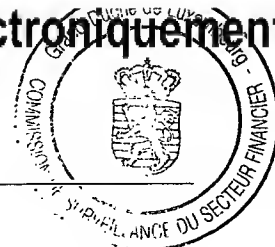
Les dépréciations constatées par des corrections de valeur sur base individuelle : le montant de la dépréciation d'un actif est le résultat de la différence entre sa valeur bilantaire et sa valeur recouvrable. Les actifs financiers sont évalués contrat par contrat. Cependant, les actifs financiers de faible montant tels que les prêts à la consommation, qui présentent des caractéristiques de risques similaires sont en principe regroupés afin de procéder à une évaluation globale du taux de dépréciation.

Les dépréciations constatées par des corrections de valeur sur base collective : les normes IFRS prévoient, en l'absence de corrections de valeur sur base individuelle, la constitution de corrections de valeur sur base collective pour couvrir le risque de perte potentielle lorsqu'il existe un indice objectif de perte probable dans certains segments du portefeuille ou dans d'autres engagements de prêts en cours à la date de clôture. A l'heure actuelle, la Banque n'applique ce principe qu'à la clientèle « retail » renseignée au portefeuille des « Prêts et avances évalués au coût amorti ».

Afin de calculer les corrections de valeur sur base collective, la Banque se base sur l'expérience et les données historiques de pertes réalisées. La probabilité de défaut pour les différents types de prêts est calculée en fonction de la durée qui s'est écoulée dans la relation de crédit entre l'octroi du prêt et son entrée en défaut.

Lorsque la Direction estime qu'un actif financier est totalement irrécouvrable, il est entièrement déprécié par dotation du complément nécessaire à la dépréciation éventuelle existante. Si, par la suite, des rentrées de fonds sont actées sur cet actif, elles sont comptabilisées en résultat à la rubrique « autres produits





d'exploitation». De même si, par la suite, le montant de la dépréciation nécessaire se trouve réduit, la reprise de corrections de valeur est imputée à la rubrique « autres produits d'exploitation ».

3.2.9 Autres actifs et autres passifs financiers

Les autres actifs se composent notamment des valeurs à recevoir à court terme. Les autres passifs se composent notamment des valeurs à payer à court terme, des dettes envers les créanciers divers, des coupons à payer et des titres remboursables pour compte de tiers, des dettes envers les créanciers privilégiés ainsi que de la part du bénéfice à verser à l'Etat.

3.2.10 Revenus et charges relatifs aux actifs et passifs financiers

Les produits et charges d'intérêt sont comptabilisés dans le compte de résultat pour tous les instruments financiers évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

Le calcul de ce taux tient compte des coûts et revenus de transaction et des primes et décotes. Les coûts et revenus de transaction faisant partie intégrante du taux effectif du contrat s'assimilent à des compléments d'intérêt, tels les frais de dossier ou les commissions apporteurs d'affaire.

La Banque comptabilise en résultat les commissions en fonction du type des services rendus et du mode de comptabilisation des instruments financiers auxquels le service rendu est rattaché :

- Les commissions rémunérant des services continus sont étalées en résultat sur la durée de la prestation rendue (frais de dossiers sur prêts, frais de transaction...);
- Les commissions rémunérant des services ponctuels sont intégralement enregistrées en résultat quand la prestation est réalisée;
- Les commissions rémunérant l'exécution d'un acte important sont intégralement comptabilisées en résultat lors de l'exécution de cet acte.

3.3 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles à usage propre ainsi que les immobilisations corporelles de placement sont comptabilisées au prix d'acquisition. Les frais en relation directe avec l'acquisition sont capitalisés comme partie intégrante du coût d'acquisition.

Les immobilisations corporelles à usage propre se composent des terrains et constructions, des aménagements intérieurs ainsi que des équipements informatiques et autres. En ce qui concerne la

rubrique immobilisations corporelles de placement prévue par la norme IAS 40, la Banque y renseigne les immeubles donnés en location..

Les immobilisations corporelles sont enregistrées au coût historique diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur cumulées. Le montant amortissable de ces immobilisations est calculé après déduction de leurs valeurs résiduelles. Ces immobilisations sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité attendue. Les terrains sont enregistrés au coût. Les frais en relation directe avec l'acquisition sont capitalisés et amortis comme partie intégrante du coût d'acquisition au même rythme que l'actif principal.

Durée d'utilité pour les principaux types d'immobilisations :

- constructions :	50 ans
- matériel informatique:	4 ans
- aménagement des bureaux, mobiliers et matériels :	de 2 à 10 ans
- véhicules :	4 ans

Les investissements qui sont réalisés sur les immeubles pris en location s'amortissent en fonction de la durée restant à courir du bail. Si la durée n'est pas déterminée, l'amortissement se fait sur 10 ans.

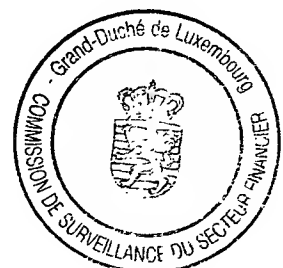
Les frais de maintenance et de réparation n'affectant pas la valeur productive des immobilisations sont comptabilisés au compte de résultat au moment de leur survenance.

Si la valeur recouvrable d'une immobilisation devenait inférieure à sa valeur comptable, la valeur au bilan de cette immobilisation devrait être ramenée à son montant recouvrable estimé par la constatation d'une dépréciation d'actifs.

Les dépenses qui ont pour but d'augmenter les bénéfices retirés d'une immobilisation ou d'un bien immobilier ou qui contribuent à augmenter leur durée de vie sont capitalisées à l'actif, à concurrence de la juste valeur, et amorties sur la durée de vie de l'actif.

Les plus ou moins-values provenant de la mise hors service ou de la sortie d'une immobilisation corporelle sont déterminées par différence entre les produits de sortie nets estimés et la valeur résiduelle de l'actif et sont imputées en produits ou en charges dans le compte de résultat, à la ligne « autres résultats nets d'exploitation », à la date de mise hors service ou de la sortie.

Le matériel et le mobilier dont la durée usuelle d'utilisation est inférieure à une année sont directement repris dans le compte de résultat de l'exercice.



3.4 Immobilisations incorporelles

La Banque considère les logiciels, qu'ils soient acquis ou générés en interne, ainsi que les coûts de développement et de mise en place y afférents comme des immobilisations incorporelles. Les logiciels sont amortis linéairement sur une durée de 3 ans.

3.5 Les contrats de locations

Un contrat de location qui transfère l'essentiel des risques et des avantages liés à la possession de l'actif est un contrat de location-financement (« financial lease »), sinon il s'agit d'un contrat de location simple (« operating lease »).

3.5.1 La Banque est locataire

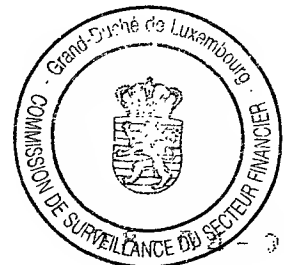
La Banque a essentiellement conclu des contrats de location simple pour la location de ses immeubles ou équipements. Les loyers de location sont comptabilisés au compte de résultat. S'il est mis fin anticipativement à un contrat de location, les pénalités à payer sont comptabilisées en tant que charges de l'exercice au cours duquel la résiliation est survenue.

3.5.2 La Banque est bailleuse

Lorsque la Banque donne un bien en location dans le cadre d'un contrat de location-financement, la valeur actualisée des paiements dus au titre du contrat est comptabilisée en tant que créance sous la rubrique « prêts et avances au coût amorti » sur la clientèle, respectivement sur les établissements de crédit. La différence entre le montant des paiements dus et leur montant actualisé est comptabilisée comme un produit financier latent. Les loyers, de même que les coûts attribuables à la conclusion du contrat, sont répartis sur la durée du contrat de location de sorte à ce que les produits génèrent un taux d'intérêt effectif constant.

3.6 Avantages au personnel

Les avantages au personnel sont comptabilisés conformément à la norme IAS 19. La Banque accorde à ses salariés différents types d'avantages classés en trois catégories :



3.6.1 Avantages à court terme

Les avantages à court terme recouvrent principalement les salaires, congés annuels et primes payés dans les douze mois de la clôture de l'exercice et se rattachant à cet exercice. Ils sont comptabilisés en charge de l'exercice, y compris pour les montants restant dus à la clôture.

3.6.2 Avantages à long terme

Les avantages à long terme sont des avantages généralement liés à l'ancienneté, versés à des salariés en activité et payés au-delà de douze mois de la clôture de l'exercice. Ces engagements font l'objet d'une provision correspondant à la valeur des engagements à la clôture. Ils sont évalués selon la même méthode actuarielle que celle appliquée aux avantages postérieurs à l'emploi.

3.6.3 Avantages postérieurs à l'emploi

Conformément à la loi du 24 mars 1989 sur la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, les agents-employés bénéficient d'un supplément de pension, à charge de l'établissement, s'ils se trouvent dans les conditions ouvrant droit au régime de pension des fonctionnaires de l'Etat. Les suppléments de pension concernent les prestations suivantes :

- la pension de vieillesse ;
- la pension d'invalidité ;
- la pension de survie du conjoint ou du partenaire survivant ;
- la pension de survie d'orphelin ;
- le trimestre de faveur.

Par ailleurs, les pensions des agents-fonctionnaires sont également à la charge de l'établissement.

Le montant d'une prestation d'un agent-fonctionnaire résulte de l'application du régime de pension des fonctionnaires de l'Etat. En revanche, le montant de la prestation d'un agent-employé résulte de la différence entre le montant de la dite prestation telle que prévue par le régime de pension des fonctionnaires de l'Etat et le montant de la prestation telle que prévue par le régime de l'assurance pension des employés privés.

Ainsi, ce régime est par nature un régime à prestations définies qui finance des engagements du premier pilier.



La méthode de financement retenue par le fonds de pension institué auprès de la Banque résulte de l'application de la méthode dite des unités de crédit projetées en ce qui concerne la provision pour prestations constituées.

Annuellement, la charge de pension de la Banque correspond au total des montants ci-dessous :

- le coût des services rendus au cours de l'exercice ;
- le coût financier résultant de l'application du taux d'actualisation ;
- le rendement attendu des actifs ;
- la totalité des écarts actuariels.

Les écarts actuariels sont comptabilisés systématiquement dans les fonds propres.

La Banque s'est basée sur les tables de mortalité STATEC avec rajeunissement de 5 ans afin de tenir compte de la longévité des ayants droit.

3.7 Provisions

Une provision, selon IAS 37, est un passif dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de façon précise, mais qui représente pour la Banque une obligation à l'égard d'un tiers, résultant des pratiques passées, dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

La Banque comptabilise une provision à sa valeur actualisée lorsqu'il est possible d'estimer de manière raisonnablement précise le montant de l'obligation.

En maintenant les provisions prudentielles admises en Lux-GAAP mais non éligibles selon IFRS, la Banque déroge à la norme IAS 37. Les provisions prudentielles comportent :

- la provision forfaitaire : il s'agit de la constitution en franchise provisoire d'impôt d'une provision à caractère général pour risque potentiel sur les postes d'actif et de hors bilan, risques non encore identifiés au moment de l'établissement du bilan.
- la provision AGDL : il s'agit de la constitution en franchise provisoire d'impôt d'une provision visant à honorer les engagements de la Banque qui découlent de son adhésion à l'AGDL. L'objet exclusif de l'AGDL est l'établissement d'un système de garantie mutuelle des dépôts en argent et des créances résultant d'opérations d'investissement effectuées par des personnes physiques auprès de membres de l'AGDL. L'AGDL rembourse au déposant le montant de ses dépôts en argent garantis et à l'investisseur



le montant de sa créance avec un maximum fixé à la contre-valeur en toutes monnaies de EUR 20.000 par dépôt en argent garanti et de EUR 20.000 par créance garantie résultant d'opérations d'investissement autre que celle portant sur un dépôt en argent.

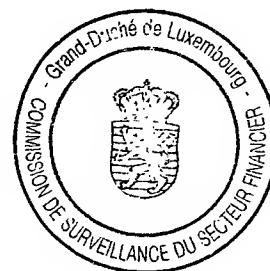
les postes spéciaux avec une quote-part de réserves : il s'agit de montants susceptibles d'immunisation fiscale correspondant à des plus-values résultant notamment de l'application des articles 53, 54 et 54 bis de la loi concernant l'impôt sur le revenu (LIR). En vertu de ces articles, des plus-values résultant de l'aliénation, de la conversion ou de la disparition d'un actif peuvent être immunisées fiscalement, moyennant le respect d'un certain nombre de conditions, lorsqu'elles sont transférées sur des actifs de remploi acquis ou constitués par l'entreprise.

3.8 Impôts différés

Des impôts différés sont comptabilisés lorsqu'il existe des différences temporelles observées entre la valeur comptable et la valeur fiscale d'un actif ou d'un passif. La méthode du calcul global, qui consiste à appréhender tous les décalages temporaires quelle que soit la date à laquelle l'impôt deviendra exigible ou récupérable, est retenue pour le calcul des impôts différés.

Le taux d'impôt et les règles fiscales retenus pour le calcul des impôts différés sont ceux résultant des textes fiscaux en vigueur et qui seront applicables lorsque l'impôt deviendra récupérable ou exigible.

Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que s'il est probable que l'entité concernée a une perspective de récupération sur un horizon déterminé. Les impôts différés sont comptabilisés comme un produit ou une charge d'impôt dans le compte de résultat, à l'exception de ceux afférents aux gains et pertes latents sur les actifs disponibles à la vente et aux variations de valeur des dérivés désignés en couverture des flux de trésorerie, pour lesquels les impôts différés correspondants sont imputés sur les capitaux propres.



4 NOTES AU BILAN
(en euros)**4.1 Caisse et avoirs auprès des banques centrales**

La trésorerie se compose de la caisse et des avoirs auprès des banques centrales. La réserve obligatoire auprès de la Banque centrale du Luxembourg est renseignée sous ce poste. Il s'agit de réserves minimales destinées à satisfaire l'exigence de réserve imposée par la Banque centrale. Dès lors, ces fonds ne sont pas disponibles au financement des opérations courantes de la Banque.

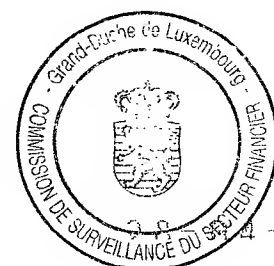
4.2 Instruments financiers**4.2.1 Analyse par contrepartie et par nature****4.2.1.1 Actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction**

Actifs	31/12/2007	31/12/2008
Instruments financiers non dérivés	12.923.281	7.726.318
Instruments dérivés (note 4.7.)	273.559.868	205.874.671
Total	286.483.149	213.600.989

Passifs	31/12/2007	31/12/2008
Instruments financiers non dérivés	146.403	5.266
Instruments dérivés (note 4.7.)	269.528.779	329.143.126
Total	269.675.182	329.148.392

Actifs - Instruments financiers non dérivés	31/12/2007	31/12/2008
Instruments de dettes	11.694.051	7.453.978
<i>Secteur public</i>	592.012	2.504.993
<i>Etablissements de crédit</i>	8.739.230	3.233.628
<i>Corporate</i>	2.362.809	1.715.357
Instruments de capitaux propres	1.229.230	272.340
Total	12.923.281	7.726.318
Résultat latent à la clôture	68.290	157.950

Passifs - Instruments financiers non dérivés	31/12/2007	31/12/2008
Ventes à découvert		
<i>Obligations</i>	90.157	673
<i>Actions</i>	56.246	4.593
Total	146.403	5.266



4.2.1.2 Actifs financiers disponibles à la vente

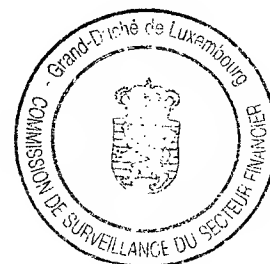
Rubriques	31/12/2007	31/12/2008
Instruments de dettes	15.071.949.811	11.806.819.966
<i>Secteur public</i>	<i>2.734.037.194</i>	<i>2.534.962.855</i>
<i>Etablissements de crédit</i>	<i>9.850.394.691</i>	<i>5.662.167.212</i>
<i>Corporate</i>	<i>2.487.517.926</i>	<i>3.609.689.899</i>
Instruments de capitaux propres	871.618.291	652.580.293
<i>Etablissements de crédit</i>	<i>17.334.973</i>	<i>17.050.799</i>
<i>Corporate</i>	<i>850.156.081</i>	<i>635.449.290</i>
<i>Autres</i>	<i>4.127.237</i>	<i>80.204</i>
Total	15.943.568.102	12.459.400.259
Résultat latent à la clôture	455.567.370	110.721.552
Dépréciation d'actifs financiers ("impairment")	-13.064.670	-109.068.631

La ventilation du résultat latent à la clôture se présente comme suit :

Les instruments de dettes

Les instruments de dettes regroupent des obligations à taux variable, des obligations à taux fixe, ainsi que des obligations structurées. Les obligations à taux fixe et les obligations structurées sont transformées en taux variable par l'utilisation d'instruments dérivés (« asset-swaps »). La Banque assimile ces opérations à des couvertures de juste valeur. Les efficacités prospectives et rétrospectives des opérations de couverture sont proches de 100%.

31/12/2008	Ajustement de juste valeur des instruments de dettes		Ajustement de valeur de la jambe du swap couvrant l'actif	
	Variation de valeur non couverte ("crédit et liquidity spread")	Variation de valeur couverte (taux d'intérêt et prix)	Variation de valeur de couverture	Taux d'efficacité rétrospectif
Obligations à taux fixe et structurées	-187.202.042	120.240.731	-120.229.949	99,99%
Obligations à taux variable	-235.550.177			



BANQUE ET CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT, LUXEMBOURG
Notes aux comptes annuels
au 31 décembre 2008

31/12/2007	Ajustement de juste valeur des instruments de dettes		Ajustement de valeur de la jambe du swap couvrant l'actif	
	Variation de valeur non couverte ("crédit et liquidity spread")	Variation de valeur couverte (taux d'intérêt et prix)	Variation de valeur de couverture	Taux d'efficience rétrospectif
Obligations à taux fixe et structurées	2.964.352	-100.113.269	100.687.066	100,57%
Obligations à taux variable	-71.756.998			

Tableau décomposant la variation de la valeur comptable :

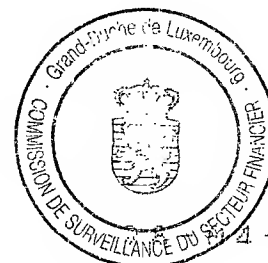
Instruments de dette	2007	2008
Situation au 1er janvier	15.562.004.312	15.071.949.811
Acquisitions	3.903.974.471	1.240.876.327
Ventes	-807.500.791	-239.126.377
Remboursements	-3.178.151.867	-4.134.567.291
Résultats réalisés	81.628	-4.625.119
Proratas d'intérêts	-988.119	-25.087.650
Evaluations latentes	-189.149.585	-133.605.574
Dépréciations	-11.351.882	-91.377.625
Différence de change	-206.968.356	122.383.464
Situation au 31 décembre	15.071.949.811	11.806.819.966

Les instruments de capitaux propres

31/12/2008	Ajustement de juste valeur des instruments de capitaux propres
Instruments de capitaux propres	413.233.040

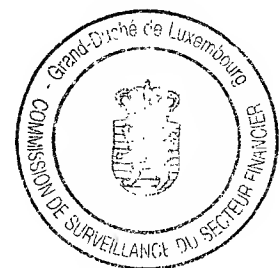
dont : Dépréciations d'actifs financiers -4.626.335

31/12/2007	Ajustement de juste valeur des instruments de capitaux propres
Instruments de capitaux propres	613.314.192



4.3 Parts dans les entreprises associées et dans les filiales

	31/12/2007	31/12/2008
Valeur d'acquisition	38.349.338	38.317.863
Résultat d'évaluation	115.823.680	207.851.956
Sous-total	154.173.018	246.169.819



4.4 Titres détenus jusqu'à l'échéance

Rubriques	31/12/2007	31/12/2008
Instruments de dettes		
Secteur public	516.955.866	493.594.058
Établissements de crédit	931.848.684	737.477.362
Corporate	1.258.060	106.195.150
Total	1.450.062.610	1.337.266.570

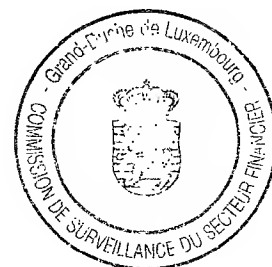
La Banque n'a pas acté de dépréciation à la clôture sur les titres détenus jusqu'à l'échéance.

Tableau décomposant la variation de la valeur comptable :

Titres détenus jusqu'à l' échéance	2007	2008
Situation au 1er janvier	1.608.789.247	1.450.062.610
Acquisitions	329.279.920	156.385.005
Ventes	-	-
Remboursements	-494.188.314	-269.048.743
Résultats réalisés	-	-
Proratas d'intérêts	6.462.253	-358.053
Evaluations latentes	-	-
Dépréciations	-	-
Différence de change	-280.496	225.751
Situation au 31 décembre	1.450.062.610	1.337.266.570

4.5 Titres nantis dans le cadre de cession-rétrocession

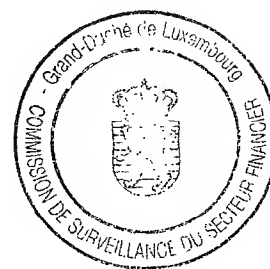
Rubriques	31/12/2007	31/12/2008
Instruments de dettes émis par le secteur public	1.329.068.257	-
Instruments de dettes émis - autres	924.493.656	-
Instruments de capitaux propres	117.020.621	-
Total	2.370.582.534	-



4.6 Obligations convertibles incluses dans les différents portefeuilles

Rubriques	31/12/2007	31/12/2008
Obligations convertibles	324.018.579	91.907.907

Les obligations convertibles dans lesquelles la Banque a investi font partie du portefeuille des actifs disponibles à la vente et sont couvertes par des swaps contre les fluctuations des taux d'intérêts du marché.

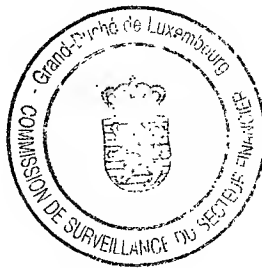


BANQUE ET CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT, LUXEMBOURG

Notes aux comptes annuels
au 31 décembre 2008

4.7 Instruments dérivés

Rubriques	Actif	Passif	Notionnel
	Soldes au 31/12/2008		
Instruments dérivés utilisés à des fins de transaction	205.874.671	329.143.126	19.835.831.382
Opérations liées au taux de change	24.177.291	151.082.797	7.050.731.803
- <i>Swaps de change et change à terme</i>	20.870.516	151.082.797	6.539.768.422
- <i>autres</i>	3.306.775	0	510.963.381
Opérations liées au taux d'intérêts	181.659.074	159.699.593	11.927.537.301
- <i>IRS</i>	181.659.074	159.699.593	11.927.537.301
Opérations liées au risque de crédit	38.306	18.360.735	857.562.278
- <i>Dérivés de crédit (CDS)</i>	38.306	18.360.735	857.562.278
Couverture de juste valeur	141.578.389	315.779.103	9.319.948.924
Opérations liées au taux de change	77.249.485	0	732.320.013
- <i>CCIS</i>	77.249.485	0	732.320.013
Opérations liées au taux d'intérêts	23.433.562	235.273.056	5.435.967.595
- <i>IRS (taux d'intérêt)</i>	23.433.562	235.273.056	5.435.967.595
Opérations liées aux autres indices	40.895.342	80.506.048	3.151.661.316
- <i>IRS (autres indices)</i>	40.895.342	80.506.048	3.151.661.316
Couverture de flux de trésorerie	224.469	367.925	80.000.000
Opérations liées au taux d'intérêts	224.469	367.925	80.000.000
- <i>IRS</i>	224.469	367.925	80.000.000
Soldes au 31/12/2007			
Instruments dérivés utilisés à des fins de transaction	273.559.868	269.528.779	40.186.230.832
Opérations liées au taux de change	5.394.526	23.721.043	10.840.382.561
- <i>Swaps de change et change à terme</i>	5.393.558	22.819.629	10.185.284.384
- <i>autres</i>	968	901.414	655.098.177
Opérations liées au taux d'intérêts	268.165.342	243.237.002	27.968.633.102
- <i>IRS</i>	268.165.342	243.237.002	27.968.633.102
Opérations liées au risque de crédit	0	2.570.734	1.377.215.169
- <i>Dérivés de crédit (CDS)</i>	0	2.570.734	1.377.215.169
Couverture de juste valeur	190.962.349	232.012.863	15.252.134.416
Opérations liées au taux de change	5.135.505	0	910.362.115
- <i>CCIS</i>	5.135.505	0	910.362.115
Opérations liées au taux d'intérêts	185.767.961	232.012.863	10.299.044.884
- <i>IRS (taux d'intérêt)</i>	185.767.961	232.012.863	10.299.044.884
Opérations liées aux autres indices	58.883	0	4.042.727.417
- <i>IRS (autres indices)</i>	58.883	0	4.042.727.417
Couverture de flux de trésorerie	0	5.583.680	80.000.000
Opérations liées au taux d'intérêts	0	5.583.680	80.000.000
- <i>IRS</i>	0	5.583.680	80.000.000



4.8 Prêts et avances au coût amorti – Etablissements de crédit

Rubriques	31/12/2007	31/12/2008
Prêts interbancaires	4.858.503.542	2.056.596.751
Prise en pension	4.759.588.862	7.781.453.670
Crédit Roll-over	341.943.473	274.216.284
Location financement	298.659	345.580
Sous-total	9.960.334.536	10.112.612.285
Crédits confirmés non utilisés	98.208.578	88.433.473
Dépréciations d'actifs financiers	-	-10.500.000

Dans le cas des opérations de prise en pension, la Banque devient propriétaire juridique des titres reçus en garantie et a le droit de vendre, respectivement collatéraliser ces titres. En date du 31/12/2008, aucun titre n'a été ni vendu ni collatéralisé.

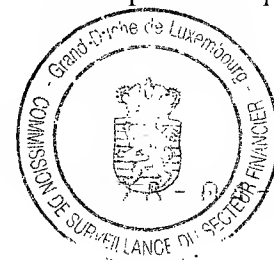
4.9 Prêts et avances au coût amorti – Clientèle

Rubriques	31/12/2007	31/12/2008
Clientèle retail	4.792.147.563	6.526.747.664
Clientèle corporate	3.003.253.043	3.771.324.211
Secteur public	2.523.848.519	1.843.484.746
Sous-total	10.319.249.125	12.141.556.621
Crédits confirmés non utilisés	3.567.617.457	3.814.282.691
Dépréciation d'actifs financiers	-29.782.138	-60.870.028

Corrections de valeur sur prêts et avances

	Clientèle retail	Corporate	Secteur public	Total
Situation au 1 ^{er} janvier 2008	13.267.566	16.514.572	-	29.782.138
Dotations	8.653.350	46.052.120	-	54.705.470
Reprises	-7.024.027	-15.864.322	-	-22.888.349
Amortissements de créances (*)	-729.231	-	-	-729.231
Situation au 31 décembre 2008	14.167.658	46.702.370	-	60.870.028
Dépréciations d'actifs sur risques individuels	10.520.758	46.702.370	-	57.223.128
Dépréciations d'actifs sur risques collectifs	3.646.900	-	-	3.646.900
Total	14.167.658	46.702.370	-	60.870.028

(*) L'amortissement de créances représente le montant définitivement abandonné par la Banque sur des créances dépréciées.



Encours des prêts ayant généré des dépréciations : 332.766.111 EUR contre 491.169.939.EUR un an plus tôt.

Les corrections de valeur couvrent le montant principal et les intérêts.

4.10 Immobilisations corporelles à usage propre

	Terrains et constructions	Autres matériels et mobiliers	TOTAL
Situation au 1 ^{er} janvier 2008	241.772.070	68.927.123	310.699.193
Entrée	3.532.841	11.724.273	15.257.114
Sortie	-287.787	-10.615.175	-10.902.962
Situation au 31 décembre 2008	245.017.124	70.036.221	315.053.345

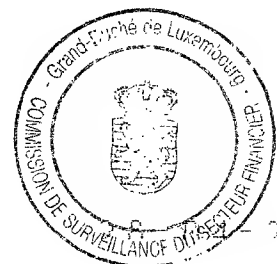
Amortissements cumulés			
Situation au 1 ^{er} janvier 2008	86.124.480	43.665.758	129.790.238
Reprises	-73.594	-10.615.175	-10.688.769
Dotations	5.289.521	11.165.975	16.455.496
Situation au 31 décembre 2008	91.340.407	44.216.558	135.556.965

Valeur comptable nette			
Situation au 1 ^{er} janvier 2008	155.647.590	25.261.365	180.908.955
Situation au 31 décembre 2008	153.676.717	25.819.663	179.496.380

	Terrains et constructions	Autres matériels et mobiliers	TOTAL
Situation au 1 ^{er} janvier 2007	245.575.951	67.906.318	313.482.269
Entrée	774.087	8.466.465	9.240.552
Sortie	-4.577.968	-7.445.660	-12.023.628
Situation au 31 décembre 2007	241.772.070	68.927.123	310.699.193

Amortissements cumulés			
Situation au 1 ^{er} janvier 2007	83.885.472	40.770.038	124.655.510
Reprises	-4.255.447	-7.425.781	-11.681.228
Dotations	6.494.455	10.321.501	16.815.956
Situation au 31 décembre 2007	86.124.480	43.665.758	129.790.238

Valeur comptable nette			
Situation au 1 ^{er} janvier 2007	161.690.479	27.136.280	188.826.759
Situation au 31 décembre 2007	155.647.590	25.261.365	180.908.955



4.11 Immobilisations incorporelles

Situation au 1^{er} janvier 2008	23.663.146
Entrée	8.276.063
Sortie	-8.171.970
Situation au 31 décembre 2008	23.767.239

Amortissements cumulés	
Situation au 1^{er} janvier 2008	14.460.260
Reprises	-8.171.970
Dotations	7.843.189
Situation au 31 décembre 2008	14.131.479

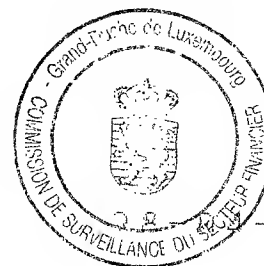
Valeur comptable nette	
Situation au 1^{er} janvier 2008	9.202.886
Situation au 31 décembre 2008	9.635.760

Situation au 1^{er} janvier 2007	25.166.377
Entrée	7.869.505
Sortie	-9.372.736
Situation au 31 décembre 2007	23.663.146

Amortissements cumulés	
Situation au 1^{er} janvier 2007	16.024.158
Reprises	-9.372.736
Dotations	7.808.838
Situation au 31 décembre 2007	14.460.260

Valeur comptable nette	
Situation au 1^{er} janvier 2007	9.142.219
Situation au 31 décembre 2007	9.202.886

La dotation à l'amortissement en relation avec les immobilisations incorporelles est enregistrée sous la rubrique du compte de résultat « corrections de valeurs sur immobilisations corporelles et incorporelles ».



4.12 Immobilisations corporelles de placement

Situation au 1^{er} janvier 2008	26.197.746
Entrée (acquisitions)	67.496
Entrée (dépenses d'investissement)	247.020
Sortie	-308.918
Situation au 31 décembre 2008	26.203.344

Amortissements cumulés	
Situation au 1^{er} janvier 2008	9.954.001
Reprises	-99.208
Dotations	496.531
Situation au 31 décembre 2008	10.351.324

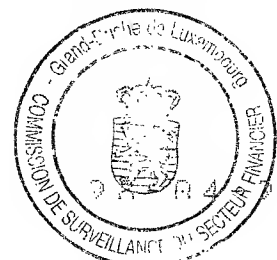
Valeur comptable nette	
Situation au 1^{er} janvier 2008	16.243.745
Situation au 31 décembre 2008	15.852.020

Situation au 1^{er} janvier 2007	26.187.988
Entrée (acquisitions)	9.758
Entrée (dépenses d'investissement)	0
Sortie	0
Situation au 31 décembre 2007	26.197.746

Amortissements cumulés	
Situation au 1^{er} janvier 2007	9.458.304
Reprises	0
Dotations	495.697
Situation au 31 décembre 2007	9.954.001

Valeur comptable nette	
Situation au 1^{er} janvier 2007	16.729.684
Situation au 31 décembre 2007	16.243.745

Les produits locatifs des immeubles de placement donnés en location s'élèvent à 2.241.806 EUR pour l'exercice 2008, contre 2.292.476 EUR un an plus tôt. Les frais d'entretien pour l'exercice 2008 en relation avec les immeubles de placement s'élèvent à 452.905 EUR.



La juste valeur des immeubles de placement s'élève à 46.668.512 EUR en date du 31 décembre 2008. Elle a été déterminée par des experts immobiliers.

4.13 Autres actifs

Rubriques	31/12/2007	31/12/2008
Débiteurs divers (1)	63.593.620	43.702.351
Autres valeurs à recevoir à court terme (2)	50.237.398	29.270.722
Autres	2.661.014	1.017.550
Total	116.492.032	73.990.623

(1) Principalement des opérations sur titres et coupons

(2) Principalement des opérations sur cartes de crédit et chèques.

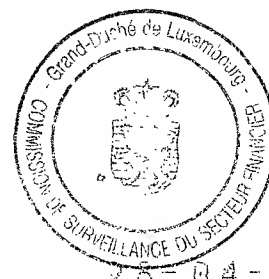
4.14 Impôts : Actifs et passifs d'impôts

Alors que l'impôt courant constitue l'impôt exigible, les impôts différés correspondent aux flux d'impôts futurs auxquels l'entreprise pourrait être assujettie en raison du décalage entre base comptable et fiscale. En absence d'une nouvelle loi fiscale incorporant les normes IFRS, la Banque, en accord avec l'Administration des Contributions, calcule l'impôt exigible sur base de la variation de l'actif net des postes bilantaires évalués via le compte de résultat. Sont toutefois exclus de la base fiscale les résultats d'évaluation des instruments dérivés négociés sur un marché de gré à gré et les opérations de couverture de juste valeur en raison de leur caractère improbable de réalisation. Ces évaluations donnent lieu à des impôts différés au niveau du compte de résultat.

En général, nous distinguons entre « Actifs d'impôts différés » et « Passifs d'impôts différés ».

4.14.1 Actifs d'impôts

Rubriques	31/12/2007	31/12/2008
Impôts courants	1.258.366	1.258.366
Impôts différés	132.000.655	257.903.589
Actifs d'impôts	133.259.021	259.161.955



Ventilation des actifs d'impôts différés en fonction de l'origine :

Rubriques	31/12/2007	31/12/2008
Instruments dérivés - application de la juste valeur	59.112.487	93.156.241
Instruments de dettes - application de la juste valeur	36.996.523	120.991.714
Instrument de capitaux - application de la juste valeur	-	14.809.600
Autres - instruments financiers	10.953.832	8.155.707
Fonds de pension - écart actuariel	24.937.813	20.790.327
Actifs d'impôts différés	132.000.655	257.903.589

4.14.2 Passifs d'impôts

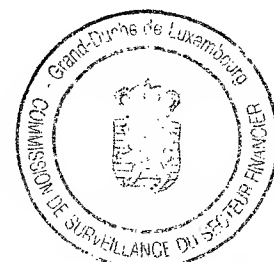
Rubriques	31/12/2007	31/12/2008
Impôt exigible	14.372.238	21.929.396
<i>Impôt sur le revenu</i>	<i>14.117.788</i>	<i>20.499.645</i>
<i>Impôt commercial</i>	<i>254.450</i>	<i>1.429.751</i>
Impôts différés	140.242.426	142.818.390
Passifs d'impôts	154.614.664	164.747.786

Ventilation des passifs d'impôts différés en fonction de l'origine :

Rubriques	31/12/2007	31/12/2008
Instruments dérivés - application de la juste valeur	62.223.517	35.017.923
Instruments de dettes - application de la juste valeur	37.333.457	63.582.416
Instruments de capitaux propres - application de la juste valeur	27.269.156	15.042.397
Autres - instruments financiers	697.280	16.903.069
Fonds de pension - écart actuariel	12.719.016	12.272.585
Passifs d'impôts différés	140.242.426	142.818.390

Le tableau ci-dessous donne une ventilation des mutations des impôts différés actifs et passifs, selon que la variation s'est opérée via les fonds propres ou via le compte de résultat.

Impôts différés actifs / passifs	31/12/2007	Mouvements en fonds propres	Mouvements en compte de résultat	31/12/2008
Impôts différés actifs	132.000.655	126.768.141	-865.207	257.903.589
Impôts différés passifs	-140.242.426	-3.026.967	451.003	-142.818.390
Impôts différés actifs / passifs nets	-8.241.771	123.741.174	-414.204	115.085.199



4.15 Emissions de titres

Rubriques	31/12/2007	31/12/2008
Bons de caisse	386.887.532	349.411.585
Papier commercial	3.538.726.151	2.684.879.315
Medium Term Notes et autres émissions	3.934.262.887	2.636.821.096
Total	7.859.876.570	5.671.111.996

dont:

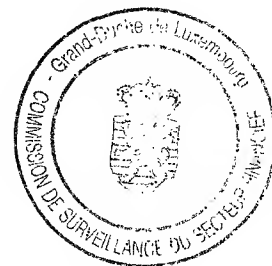
- Emissions subordonnées (en valeur d'émission) 446.430.315 334.757.896

Au cours de l'exercice 2008, la Banque a procédé au rachat d'émissions propres pour une valeur de 183.703.384 EUR (905.470.673 EUR au cours de l'exercice 2007).

Détail au 31 décembre 2008 des emprunts subordonnés

DESCRIPTION	Taux	Devise d'émission	Solde au bilan	Partie assimilée	Partie non-assimilée
Emprunt 1999-2009	5,030	EUR	80.000.000	16.000.000	64.000.000
Emprunt 1999-2014	5,030	EUR	20.000.000	20.000.000	-
Emprunt 2000-2012	6,720	GBP	10.341.262	8.273.009	2.068.253
Emprunt 2000-2015	4,625	EUR	25.000.000	25.000.000	-
Emprunt 2000-2020	4,615	EUR	25.000.000	25.000.000	-
Emprunt 2001-2016	2,700	EUR	25.000.000	25.000.000	-
Emprunt 2001-2021	5,511	EUR	20.000.000	20.000.000	-
Emprunt 2001-2021	5,511	EUR	30.000.000	30.000.000	-
Emprunt 2002-2012	2,600	EUR	4.500.000	3.600.000	900.000
Emprunt 2002-2012	5,585	EUR	5.500.000	4.400.000	1.100.000
Emprunt 2002-2022	4,662	EUR	50.000.000	50.000.000	-
Emprunt 2003-2013	0,883	JPY	39.416.634	39.416.634	-
Total			334.757.896	266.689.643	68.068.253

La charge d'intérêts sur les émissions subordonnées s'élève à 18.965.763 EUR au 31 décembre 2008, contre 24.571.911 EUR au 31 décembre 2007.



4.16 Dépôts évalués au coût amorti – Etablissements de crédit

Rubriques	31/12/2007	31/12/2008
Dépôts interbancaires	6.126.976.986	3.805.523.752
Mise en pension	2.370.582.534	-
Total	8.497.559.520	3.805.523.752

4.17 Dépôts évalués au coût amorti – Clientèle

Rubriques	31/12/2007	31/12/2008
Clientèle privée	15.799.567.245	19.806.242.626
- Comptes à vue et à préavis	2.596.962.947	3.625.008.253
- Comptes à terme	9.284.073.629	12.099.395.419
- Epargne	3.904.839.751	4.081.838.954
- Mise en pension	13.690.918	-
Secteur public	3.814.175.763	4.513.983.494
Total	19.613.743.008	24.320.226.120

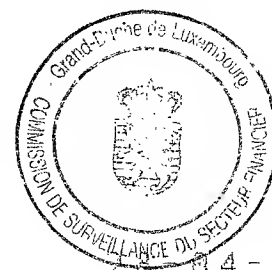
4.18 Fonds de pension – Plan de pension à prestations définies

Principales estimations utilisées dans la détermination des engagements de pension :

Variables	31/12/2007	31/12/2008
Taux d'actualisation pour les personnes actives	5,25%	5,40%
Taux d'actualisation pour les rentiers	5,00%	5,00%
Croissance des salaires (y inclus indexation)	3,50%	3,50%
Croissance des rentes (y inclus indexation)	2,50%	2,50%

Dotation nette au fonds de pension (renseignée sous « Frais du personnel » en résultat) :

Composants	31/12/2007	31/12/2008
Coût des services rendus	4.580.237	3.488.182
Coût financier	12.340.265	12.054.951
Contribution du personnel	-9.037.521	-9.403.025
Total	7.882.981	6.140.108



Fonds de pension au passif du Bilan :

	2007	2008
Situation au 1er janvier des engagements	267.141.220	235.999.135
Coût des services rendus	4.580.238	3.488.182
Coût financier	12.340.264	12.054.951
Prestations payées	-8.666.460	-8.767.867
Ecart actuariel	-39.396.127	1.938.605
Situation au 31 décembre des engagements	235.999.135	244.713.006

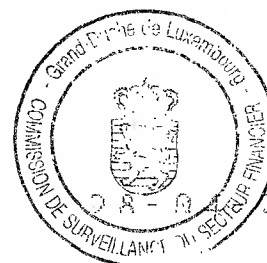
Les actifs financiers dans lesquels la Banque investit ne sont pas éligibles au sens de l'IAS 19 pour une compensation avec les engagements du fonds de pension.

4.19 ProvisionsMouvements de l'exercice :

	31/12/2007	31/12/2008
Situation au 1er janvier	382.673.421	414.093.065
Dotations	31.524.406	21.164.378
Reprises	-104.762	-60.205.612
Utilisation	-	-28.455.216
Situation au 31 décembre	414.093.065	346.596.615

Le poste « Provisions » renseigne entre autres les provisions prudentielles admises sous le référentiel « Lux-Gaap ». Parmi les provisions prudentielles, nous comptons d'abord la provision AGDL dont le stock s'élève à 174.447.649 EUR (182.880.903 EUR au 31/12/2007). L'« AGDL » a pour but exclusif de constituer un système de garantie mutuelle afin de dédommager les déposants de banques de droit luxembourgeois dans le cas d'un sinistre. La Banque a continué à doter à la provision AGDL un montant de 19.643.479 EUR au titre de l'exercice 2008 (18.489.959 EUR en 2007) après avoir contribué en 2008 au dédommagement pour un montant de 28.076.733 EUR en faveur de déposants de 3 banques islandaises.

Une autre provision à caractère prudentiel est la provision forfaitaire, dont le but est de constituer au fil du temps, et ce de façon anticyclique, des réserves afin de couvrir des risques de crédit imprévisibles (« unexpected losses »). Au titre de l'exercice 2008, la Banque a procédé à une reprise de provision à



hauteur de 59.701.707 EUR en couverture des dépréciations actées sur des dossiers de crédits en relation avec la crise financière, alors qu'en 2007 elle avait doté la provision de 11.872.510 EUR.

A côté des provisions forfaitaires et AGDL, la Banque renseigne un montant de 31.732.029 EUR à la fin de l'exercice 2008, contre 30.715.035 EUR un an plus tôt, au titre des postes spéciaux avec une quote-part de réserves en application des articles 53, 54 et 54 bis de la loi concernant l'impôt sur les revenus (LIR).

4.20 Autres passifs

Rubriques	31/12/2007	31/12/2008
Valeurs à payer à court terme (1)	134.149.034	270.525.728
Créanciers privilégiés ou garantis	34.477.968	39.526.590
Total	168.627.002	310.052.318

(1) Les valeurs à payer à court terme contiennent principalement des montants à régler par la Banque dans sa qualité de prestataire de services en relation avec les chèques, coupons, titres, virements, ...

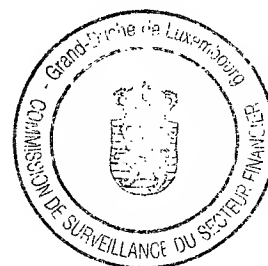
4.21 Transactions avec les parties liées

Les parties liées de la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg, sont les sociétés consolidées, les sociétés mises en équivalence et les principaux dirigeants de la Banque.

4.21.1 Relations entre les sociétés consolidées du Groupe

	31/12/2007	31/12/2008
Dépôts des filiales auprès de la Banque	46.653.462	46.536.541
Intérêts sur dépôts	1.229.186	1.965.913

Aucune dépréciation n'a été enregistrée sur les prêts octroyés à des parties liées.



4.21.2 Rémunération des organes de direction et d'administration

Les rémunérations allouées aux différents organes de la Banque se ventilent de la façon suivante:

	31/12/2007	31/12/2008
Organe d'administration (9 administrateurs)	117.300	122.450
Organe de direction (5 directeurs)	804.849	821.998
Total	922.149	944.448

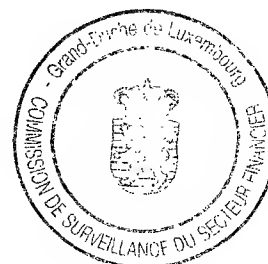
4.21.3 Avances et crédits accordés aux membres des organes d'administration et de direction de la Banque

Les avances et crédits accordés aux membres des organes d'administration et de direction de la Banque se présentent comme suit:

	31/12/2007	31/12/2008
Organe d'administration (9 administrateurs)	1.117.655	912.662
Organe de direction (5 directeurs)	726.457	679.597
Total	1.844.112	1.592.259

4.22 Honoraires du réviseur d'entreprises

	2007	2008
Contrôle légal des comptes annuels	500.250	470.000
Autres services d'assurance	57.845	38.550
Services fiscaux	-	30.000
Autres	33.810	163.745
Total	591.905	702.295



BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG
Notes aux comptes annuels
au 31 décembre 2008

4.23 Fonds propres

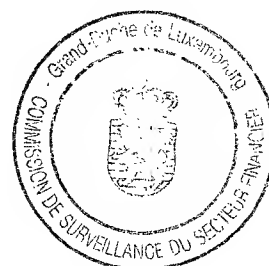
Tableau de variation des fonds propres au 31 décembre 2008
en euros

	Capital	Réserves	Réserve de réévaluation	Résultat net	Total fonds propres
Au 1 ^{er} janvier 2008	173.525.467	1.283.281.020	653.395.439	145.495.063	2.255.696.989
Affectation du résultat 2007	-	145.495.063	-	-145.495.063	-
Résultat net de l'exercice 2008	-	-	-	146.913.090	146.913.090
Distribution pour l'exercice 2007	-	-35.000.000	-	-	-35.000.000
Ecart actuariel sur fonds de pension	-	-1.813.231	-	-	-1.813.231
Résultat net d'évaluation des opérations sur instruments financiers disponibles à la vente	-	-	-332.155.046	-	-332.155.046
Résultat net d'évaluation sur couverture de flux de trésorerie	-	-	3.831.473	-	3.831.473
au 31 décembre 2008	173.525.467	1.391.962.852	325.071.866	146.913.090	2.037.473.275

	Capital	Réserves	Réserve de réévaluation	Résultat net	Total fonds propres
Au 1 ^{er} janvier 2007	173.525.467	1.175.884.997	583.876.219	109.672.969	2.042.959.652
Affectation du résultat 2006	-	109.672.969	-	-109.672.969	-
Résultat net de l'exercice 2007	-	-	-	145.495.063	145.495.063
Distribution pour l'exercice 2006	-	-30.000.000	-	-	-30.000.000
Ecart actuariel sur fonds de pension	-	27.723.054	-	-	27.723.054
Résultat net d'évaluation des opérations sur instruments financiers disponibles à la vente	-	-	70.857.207	-	70.857.207
Résultat net d'évaluation sur couverture de flux de trésorerie	-	-	-1.337.987	-	-1.337.987
au 31 décembre 2007	173.525.467	1.283.281.020	653.395.439	145.495.063	2.255.696.989

Pour l'exercice 2008, la Banque a affecté EUR 35.000.000 (2007 : EUR 35.000.000) de son résultat pour distribution à l'Etat.

Le montant du capital a été doté par prélèvement sur les réserves existantes à la date d'entrée en vigueur de la loi du 24 mars 1989 sur la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg.



4.24 Eléments de hors bilan

Nature des garanties émises

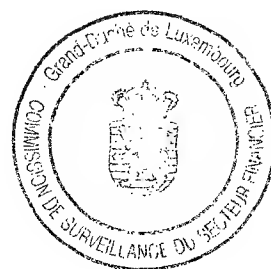
	31/12/2007	31/12/2008
Garanties d'achèvement	207.631.718	229.460.612
Lettres de crédit	106.521.088	104.476.583
Contre-garanties	267.963.708	272.424.069
Crédits documentaires	24.533.631	26.958.621
Autres	76.101.968	78.143.624
Total	682.752.113	711.463.509

Engagements de crédit

	31/12/2007	31/12/2008
Montants à libérer sur titres, participations et parts dans des entreprises liées	8.003.706	6.599.507
Crédits confirmés non utilisés	3.665.826.035	3.902.716.164
Autres	8.649.951	7.247.274
Total	3.682.479.692	3.916.562.945

Gestion d'actifs de tiers

La Banque assure au profit de tiers des services de gestion et de représentation, notamment la gestion de fortune, la conservation et l'administration de valeurs mobilières, la location de coffres, la représentation fiduciaire et des fonctions d'agent.

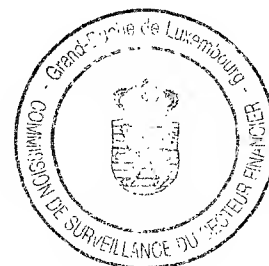


5 NOTES AU COMPTE DE RESULTAT
(en euros)**5.1 Résultat d'intérêts**

Intérêts perçus et produits assimilés	2007	2008
Avoirs à vue	17.557.400	17.579.400
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	98.420.065	69.417.911
Actifs financiers disponibles à la vente	697.684.164	643.076.722
Créances évaluées au coût amorti - instruments de dettes	295.981.209	138.551.454
Créances évaluées au coût amorti - prêts et créances	645.971.918	776.157.668
Placements détenus jusqu'à leur échéance évalués au coût amorti	57.185.827	48.802.020
Dérivés - comptabilité de couverture, risque de taux d'intérêt	1.981.272.451	2.015.964.910
Autres actifs	735.377	1.027.357
Total	3.794.808.411	3.710.577.442
Intérêts payés et charges assimilées	2007	2008
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	-96.408.394	-107.534.826
Passifs évalués au coût amorti - Dépôts	-1.031.268.972	-953.039.190
Passifs évalués au coût amorti - Dettes représentées par un titre	-330.454.499	-160.376.773
Passifs évalués au coût amorti - Emprunts subordonnés	-25.778.359	-18.789.521
Dérivés - Comptabilité de couverture, risque de tax d'intérêt	-1.990.827.008	-2.064.925.582
Autres passifs	-2.045.323	-1.958.414
Total	-3.476.782.555	-3.306.624.306
Produit net d'intérêts	318.025.856	403.953.136
Total des intérêts perçus et produits assimilés qui ne sont pas comptabilisés à leur juste valeur par le biais du résultat	3.696.388.346	3.641.159.531
Total des intérêts payés et charges assimilées qui ne sont pas comptabilisés à leur juste valeur par le biais du résultat	-3.380.374.161	-3.199.089.480

5.2 Revenus des valeurs mobilières

	2007	2008
Actifs financiers détenus à des fins de négociation	157.907	45.412
Actifs financiers disponibles à la vente	17.144.430	25.100.471
Mises en équivalence	8.342.286	9.788.061
Filiales	11.364.167	18.806.841
Revenus sur valeurs mobilières	37.008.790	53.740.785



5.3 Commissions

Rubriques	2007	2008
Activités de crédit	20.449.619	22.724.732
Fonction de gestion	24.114.622	18.510.348
Activités liées au fonds d'investissement	9.258.720	8.266.443
Autres	19.777.973	20.352.414
Commissions perçues et payées	73.600.934	69.853.937

5.4 Résultat réalisé sur instruments financiers non renseignés à la juste valeur au compte de résultat

Rubriques	2007	2008
Instruments financiers disponibles à la vente	29.682.020	-3.324.503
Prêts et avances (évalués au coût amorti)	100.998	185.897
Instruments financiers HTM	-	6.959
Passifs financiers évalués au coût amorti	-4	-57.908
Total	29.783.014	-3.189.555

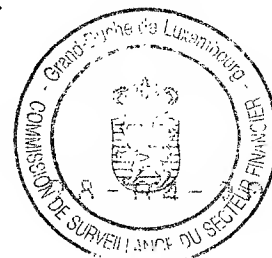
5.5 Résultat sur instruments financiers détenus à des fins de négociation

Rubriques	2007	2008
Instruments de capital et instruments dérivés associés	1.457.313	509.780
Instruments de change et instruments dérivés associés	-579.392	1.591.670
Instruments de taux d'intérêt et instruments dérivés associés	3.118.271	7.082.670
Dérivés de crédit	-3.790.345	-20.669.551
Matières premières et instruments dérivés associés	411.704	499.347
Total	617.551	-10.986.084

5.6 Résultat net sur opérations de couverture

	2007	2008
Couverture de juste valeur		
Titres de dette à l'actif couverts par des instruments dérivés	2.779.949	6.997.724
Emissions au passif couvertes par des instruments dérivés	-1.322.256	-2.754.785
Crédits couverts par des instruments dérivés	-2.711.707	3.875.095
Dépôts couverts par des instruments dérivés	818.305	-572.139
Total	-435.709	7.545.895
Résultat d'évaluation sur les instruments couverts	-164.682.076	222.955.024
Résultat d'évaluation sur les instruments de couverture	164.246.367	-215.409.129
Total	-435.709	7.545.895

Les opérations de couverture des risques de marché sont hautement efficaces.



5.7 Autres résultats nets d'exploitation

	2007	2008
Autres produits d'exploitation	8.177.020	6.887.874
Autres charges d'exploitation	-3.026.318	-2.437.166
Autres résultats nets d'exploitation	5.150.702	4.450.708

Les postes « Autres produits et charges d'exploitation » comprennent principalement :

- les loyers des immeubles donnés en location et diverses avances des locataires ;
- les remboursements de TVA suite aux décomptes d'exercices antérieurs ;
- les rentrées sur créances amorties.

5.8 Frais de personnel

Rubriques	2007	2008
Rémunérations	127.062.490	131.142.744
Charges sociales	6.433.111	6.534.996
Pensions et dépenses similaires	18.590.707	19.275.658
Dotation au fonds de pension	7.882.981	6.140.108
Autres frais de personnel	3.043.615	3.215.902
Total	163.012.904	166.309.408

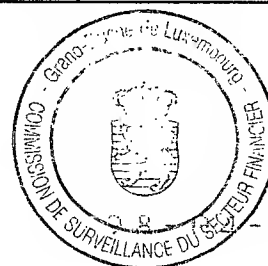
5.9 Autres frais généraux administratifs

Rubriques	2007	2008
Frais en relation avec les immeubles et le mobilier	14.976.769	16.194.022
Loyers et maintenance des applications informatiques	12.995.671	12.633.582
Dépenses opérationnelles liées à l'activité bancaire	18.029.175	18.326.855
Autres	13.906.101	14.040.681
Total	59.907.716	61.195.141

5.10 Corrections de valeur sur immobilisations corporelles

- Amortissements

Rubriques	2007	2008
Amortissements - constructions	6.494.455	5.289.521
Amortissements - matériel et mobilier	10.321.501	11.165.975
Amortissements sur immobilisations corporelles	16.815.956	16.455.496



- **Dépréciations**

En 2007 et en 2008, la Banque n'a pas comptabilisé de provisions pour dépréciations sur immobilisations corporelles, selon la norme IAS 36.

5.11 Corrections de valeur sur immobilisations incorporelles

- **Amortissements**

Rubriques	2007	2008
Amortissements - constructions	7.808.838	7.843.189
Amortissements sur immobilisations incorporelles	7.808.838	7.843.189

- **Dépréciations**

La Banque n'a pas comptabilisé de provisions pour dépréciations sur immobilisations incorporelles, selon la norme IAS 36.

5.12 Corrections de valeur sur immeubles de placement

- **Amortissements**

Rubriques	2007	2008
Amortissements	495.697	496.531
Amortissements sur immobilisations corporelles - placement	495.697	496.531

- **Dépréciations**

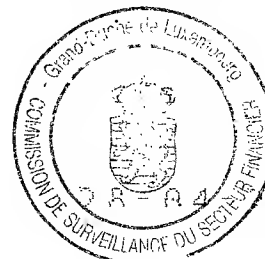
La Banque n'a pas comptabilisé de provisions pour dépréciations sur immeubles de placement selon la norme IAS 36.

5.13 Corrections de valeur sur risques de crédit individuels et collectifs

- **Dépréciations sur base collective**

	2007			2008		
	Dotations	Reprises	Total	Dotations	Reprises	Total
Dépréciation sur base collective						
Prêts et créances	-555.227	86.826	-468.401	-156.876	618.914	462.038
	-555.227	86.826	-468.401	-156.876	618.914	462.038

- **Dépréciations sur base individuelle**



	2007			2008		
Dépréciation sur base individuelle	Dotations	Reprises	Total	Dotations	Reprises	Total
Actifs financiers disponibles à la vente	-12.071.207	1.271.718	-10.799.489	-121.113.076	17.047.252	-104.065.824
Prêts et créances	-18.112.800	15.631.824	-2.480.976	-62.508.408	19.306.447	-43.201.961
	-30.184.007	16.903.542	-13.280.465	-183.621.484	36.353.699	-147.267.785

- Dotations à la provision forfaitaire

	2007	2008
Dotation à la provision forfaitaire	-11.872.510	-
Reprise de provision forfaitaire	-	59.701.707
Dotations aux provisions	-11.872.510	59.701.707

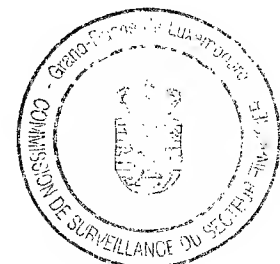
5.14 Dotations aux provisions

	2007	2008
Dotation à la provision AGDL	-18.489.959	-19.643.479
Dotation aux postes spéciaux avec une quote-part de réserves	-1.103.992	-1.016.994
Dotations aux provisions	-19.593.951	-20.660.473

5.15 Charge d'impôt

	2007	2008
Impôt sur le résultat provenant des activités ordinaires	19.289.270	24.998.074
Impôt différé	8.879.667	414.204
Impôt sur le résultat de l'exercice	28.168.937	25.412.278

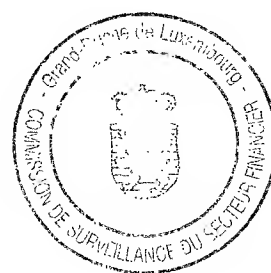
Le taux normal d'imposition applicable au Luxembourg au 31 décembre 2007 et au 31 décembre 2008 était de 29,63%. Le taux d'imposition effectif de la Banque était de 19,36%, respectivement de 17,30% vu la divergence entre la base fiscale luxembourgeoise et la base comptable des comptes annuels en vigueur au Luxembourg.



BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG
Notes aux comptes annuels
au 31 décembre 2008

La différence entre ces deux taux peut s'analyser comme suit :

	2007	2008
Résultat net avant impôts	173.664.001	172.325.369
Taux de taxation	29,63%	29,63%
Impôt théorique au taux normal	51.456.644	51.060.007
Impact fiscal des dépenses non déductibles	3.221.399	133.161
Impact fiscal des revenus non imposables	-21.877.284	-20.545.142
Bonifications d'impôts et abattements	-3.203.550	-3.471.597
Autres	-1.428.272	-1.764.151
Impôt sur le résultat de l'exercice	28.168.937	25.412.278



6 GESTION DES RISQUES FINANCIERS

6.1 Règles générales de gestion des risques financiers

Traditionnellement, la BCEE a adopté une politique prudente et conservatrice en matière de gestion des risques. Au cours des dernières années, la Banque a accentué ses efforts pour harmoniser davantage les contrôles et évoluer vers un maximum de transparence dans les méthodes de gestion.

6.1.1 Organisation du Risk Management

Les banques font face à des risques de nature différente, qu'ils soient financiers, tels le risque de crédit et le risque de marché ou qu'ils soient opérationnels.

Au sein de la Banque la responsabilité ultime de l'analyse et de la prise des risques est du domaine du Comité de direction. D'un point de vue organisationnel, la gestion et le contrôle des risques sont délégués au département « Analyse des risques » (Risk Management).

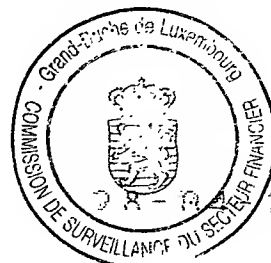
6.1.2 Le Comité de direction

La Direction de la Banque, à travers le Comité de direction, fixe les objectifs de l'activité des entités commerciales, la nature des opérations à réaliser et les limites y relatives, les règles d'organisation et de contrôle interne.

6.1.3 Risk Management

Le département « Risk Management » (Analyse des risques), qui forme une unité indépendante de toute activité commerciale dans la Banque, est responsable :

- de la mise en place d'un cadre cohérent pour l'analyse des risques financiers, ainsi que l'analyse proprement dite et le suivi permanent de ces risques.
- l'approbation ou le rejet des demandes provenant des entités commerciales, et la soumission des dossiers au Comité de direction pour les opérations dont le volume dépasse un seuil fixé par le Comité de direction
- du contrôle du respect des limites (crédit, marché, trading) dans lesquelles les entités commerciales doivent opérer



Le département est composé de deux entités qui sont les services :

- Analyse et Suivi Risque : le service Analyse et Suivi Risque (ASR) est chargé de l'analyse et du suivi du risque de crédit, que ce soit à un niveau d'exposition individuelle ou au niveau des différents portefeuilles de la Banque.
- Risk Control : le service Risk Control est l'entité qui est chargée de la supervision des activités de la salle des marchés. Ceci inclut l'administration et le paramétrage des systèmes utilisés par la salle, de même que la modélisation, l'évaluation des risques et le suivi des limites imposées aux activités de la salle, ainsi que le reporting interne des résultats réalisés par la salle des marchés. Le service Risk Control rapporte directement au Comité de direction.

6.1.4 Compliance

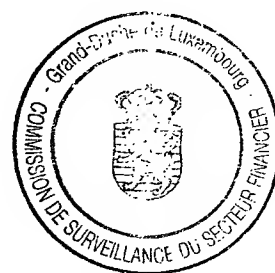
Le risque de compliance – aussi appelé risque de non-conformité - désigne de manière générale le risque de préjudices découlant du fait que les activités ne sont pas exercées conformément aux normes en vigueur.

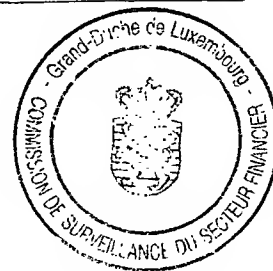
Le risque Compliance est pris en charge par le service Compliance, qui assure notamment

- le respect des obligations d'anti-blanchiment avec l'exploitation d'un outil visant à détecter des transactions suspectes,
- de manière générale le respect de la conformité avec l'environnement réglementaire au niveau de la Banque (avec une délégation pour certains éléments au service « Audit interne »),
- le suivi des réclamations de clients.

6.1.5 Audit Interne

La fonction Risk Management fait l'objet de missions régulières et récurrentes par le service Audit Interne. Lors de ces missions, l'Audit Interne contrôle à la fois l'adéquation et l'application des procédures par le Risk Management.





6.1.6 Les systèmes de mesure et de contrôle des limites

a. Risque de marché

Le risque de marché désigne le risque de perte de valeur économique d'instruments détenus par la Banque provoquée par l'évolution défavorable de paramètres de marché.

Dans le cadre de l'évaluation et du suivi du risque de marché, la Banque applique un ensemble de méthodes qui sont :

- le calcul permanent de l'indicateur « Basis Point Value » (BPV) pour les positions à risque de taux détenues au niveau de la salle des marchés. La BPV est une méthode simple et efficace qui permet de quantifier le risque de marché résultant de faibles variations de taux pour les positions détenues. Les « traders » sont tenus d'opérer en permanence dans le cadre des limites de BPV arrêtées par la Direction. Le respect de ces limites est surveillé par le Risk Control.
- la « Value-at-risk (VaR) », et pour le trading book et pour le banking book, afin d'évaluer les montants à risques liés aux positions détenues. Les montants à risque font l'objet de limites arrêtées par la Direction et supervisés par le Risk Control. La VaR constitue une évolution par rapport à des indicateurs plus simples de type BPV, parce qu'elle permet à la fois :
 - d'intégrer les corrélations dans l'évolution des facteurs risque entre les positions détenues ;
 - d'exprimer la perte potentielle par un seul montant, qui peut être mis en relation avec les fonds propres de la Banque ;
 - de quantifier la probabilité d'occurrence de cette perte ;
 - des stress-tests sur les positions détenues afin d'évaluer l'impact de mouvements de marché inattendus, qui n'est pas correctement capté par la VaR.

b. Risque de crédit

Un suivi permanent de la qualité de l'ensemble des débiteurs est mis en place au sein du Risk Management. Cette supervision se base à la fois sur le suivi des ratings internes dont chaque contrepartie dispose et sur une analyse comportementale des engagements détenus. La Direction est informée de manière continue et selon les besoins par le Risk Management sur l'évolution de la qualité des débiteurs. L'évolution de la qualité des débiteurs pour l'ensemble des portefeuilles fait par ailleurs l'objet d'une analyse trimestrielle détaillée de la part du Risk Management à l'attention de la Direction.

Les positions détenues au niveau de la salle des marchés font l'objet d'un suivi permanent et en temps réel du respect des limites de crédit accordées par la Direction.

Au-delà des limites par contreparties, la Banque a mis en place un système de limites sectorielles et géographiques afin de superviser le risque de concentration.

c. Risque de contrepartie découlant des opérations sur produits dérivés

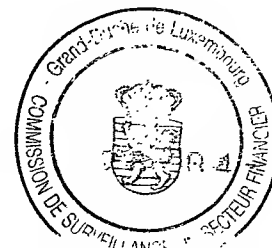
La Banque a négocié des contrats-cadres ISDA comprenant des annexes CSA en vue de limiter le risque de contrepartie découlant des opérations sur produits dérivés lorsque celles-ci présentent une évaluation « mark-to-market » positive. Fin 2008 environ 91% du volume des opérations sur produits dérivés s'inscrivait dans le cadre de tels accords.

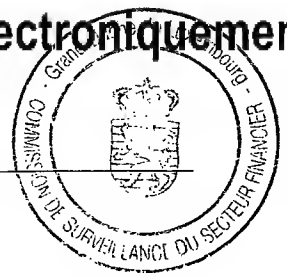
d. Risque de liquidité

Le risque de liquidité résulte du problème de réconciliation des flux financiers entrants et sortants à une date précise. Le risque pour un établissement financier est celui de ne plus pouvoir, à un moment donné, assurer ses obligations de paiement pour cause de manque d'actifs liquides par rapport aux passifs devenus exigibles. De par sa structure financière, la Banque se trouve normalement dans une situation d'excédents de liquidités.

La Banque opère un suivi permanent du risque de liquidité en fonction des échéances. La salle des marchés assure la gestion de la liquidité à court terme. Au-delà, la Banque dispose de passifs stables et diversifiés, notamment sous forme d'une base de dépôts clientèle très solide et en croissance constante de programmes de refinancement ECP, USCP et EMTN qui lui assurent une situation confortable en matière de liquidité. De plus le portefeuille de valeurs mobilières à revenu fixe de qualité (rating moyen de AA-) permet à la Banque aussi bien un refinancement auprès de la Banque Centrale Européenne que dans le marché du repo bilatéral et tripartite. Finalement, l'extension des critères de qualité du collatéral acceptée par la Banque Centrale Européenne a élargi nos possibilités de refinancement auprès de celle-ci.

Dans le cas d'un besoin urgent et important de liquidités, la Banque dispose d'une ligne de crédit « intraday » et « overnight » auprès de la Banque Centrale du Luxembourg (BCL) contre nantissement de titres publics ou autres titres à revenu fixe. A cet effet, la Banque conserve en permanence un portefeuille d'un minimum de 4.000 millions d'euros en titres à revenu fixe pouvant servir de garantie auprès de la BCL.





La circulaire CSSF 07/301 mentionne explicitement au § II.1. « Identification des risques » le risque de titrisation dont un établissement de crédit est sponsor ou initiateur. La titrisation peut être vue comme une technique utilisable dans la gestion de liquidité puisqu'elle permet de sortir des éléments de l'actif et permet ainsi à une banque de se procurer des fonds.

La Banque n'a pas participé en tant qu'initiateur ou sponsor à une telle opération et il n'est pas prévu que la Banque participe à l'avenir à une telle entreprise, c'est pourquoi ce risque est inexistant.

6.2 **Exposition aux risques de crédit**

6.2.1 **Objectifs et gestion du risque de crédit**

Chaque engagement de la Banque donnant lieu à un risque de crédit fait l'objet d'une analyse préalable par le service ASR (Analyse et Suivi Risque).

Dans le domaine des crédits accordés à l'économie nationale, dont les encours sont renseignés sous la rubrique du bilan « Prêts et avances au coût amorti – Clientèle », la structure des décisions est hiérarchisée en différents comités de crédit en fonction de l'encours global du client. A partir d'un seuil défini, les dossiers doivent être ratifiés par le Comité de direction de la Banque. La structure du portefeuille se décompose en prêts hypothécaires au logement pour plus de la moitié de l'encours. En ce qui concerne le portefeuille des prêts hypothécaires au logement, le risque de crédit est couvert par le processus d'évaluation de la capacité de remboursement des clients et par l'existence de garanties réelles. Pour le secteur des prêts et avances aux entreprises, la Banque s'est fixée des procédures rigoureuses pour l'analyse des dossiers et la prise de garanties. Une attention particulière est accordée au respect des limites par secteur et par contrepartie. Grâce à la méthodologie de Bâle II, la Banque peut effectuer un suivi continu des portefeuilles agrégés quant à l'évolution du risque.

Dans le domaine des marchés interbancaires et des crédits internationaux, dont les encours sont répartis sur les rubriques du bilan « Prêts et avances au coût amorti – Etablissements de crédit », « Prêts et avances au coût amorti – Clientèle » et « Titres disponibles à la vente – Valeurs mobilières à revenu fixe », où la grande majorité des contreparties est constituée d'établissements bancaires et financiers, l'attribution d'une notation interne à une contrepartie bancaire se fait à partir d'une combinaison d'analyses quantitatives et qualitatives. L'élément quantitatif se base sur des ratios décrivant au mieux la rentabilité, l'importance des fonds propres, la liquidité et la qualité des actifs

de la contrepartie tandis que l'élément qualitatif émane de l'analyste lui-même qui tient compte d'éléments non financiers tels que la part de marché, la qualité du Management et le rating externe.

En ce qui concerne les crédits internationaux à des entités non financières, dont les encours sont répartis sur les rubriques du bilan « Prêts et avances au coût amorti – Clientèle » et « Titres disponibles à la vente – Valeurs mobilières à revenu fixe », la priorité est accordée aux engagements classés au minimum « Investment Grade » sur des pays de l'OCDE. Ces contreparties, comme toutes les autres contreparties de la Banque, reçoivent une notation interne, basée sur des règles similaires à celles appliquées aux établissements bancaires et financiers.

Les encours de crédit font l'objet d'un suivi du risque de contrepartie et d'un contrôle régulier sur base d'analyses financières actualisées et de propositions d'ajustement des limites par contrepartie. La Banque applique également un système de limite-pays pour les pays à rating inférieur à AA. La salle des marchés est tenue de respecter par instrument de bilan et de hors bilan à la fois la limite de crédit des contreparties et les limites de livraison (« settlement limit » et « daily settlement limit »). Ces limites sont sujettes à révision périodique.

Les investissements en instruments dérivés sont largement réglementés via le recours aux contrats-types ISDA (« International Swaps and Derivatives Association Inc. ») qui comprennent des clauses de compensation en cas de faillite d'une des parties. La Banque s'est assurée un moyen de réduction supplémentaire du risque en négociant l'annexe CSA (« Credit Support Annex ») des contrats ISDA avec les contreparties les plus importantes dans le domaine des opérations du hors bilan.

Cette annexe prévoit, sur la base d'une réévaluation périodique des positions bilatérales, le dépôt de garanties sous forme de liquidités ou de titres de première qualité dès que la valeur nette des contrats en cours dépasse un certain seuil. Fin 2008, environ 91% du volume des opérations sur produits dérivés a été réalisé dans le contexte d'un contrat ISDA-CSA.

6.2.2 Risque de crédit et de concentration

Afin d'éviter tout risque de concentration, par lequel il faut entendre le risque découlant d'expositions trop importantes vis-à-vis d'un débiteur, d'un groupe de débiteurs, d'un secteur économique ou d'un pays, la BCEE s'est dotée de procédures visant à assurer une gestion efficace des limites accordées. Il est possible de considérer le risque de concentration également d'un point de vue non seulement des engagements, mais des ressources de la Banque, auquel cas ce risque pourrait être vu dans le contexte du risque de liquidité par exemple.



Au-delà des limites par contreparties la banque a mis en place un système de limites sectorielles et géographiques afin de contenir les risques de concentration à un niveau acceptable.

La banque a pour cela investi dans des outils de gestion des risques adaptés aux différents profils de risque et types de financement.

De manière générale les engagements sont pour la très grande partie concentrés sur des ratings de haut niveau (AAA, AA et A) de façon à limiter l'exposition risque et la volatilité. Les segments du marché plus risqués sont systématiquement écartés.

6.2.3 « Risk Mitigation »

Le périmètre des activités sur lesquelles la BCEE répartit ses fonds propres est défini par son organisation interne, et par son mode de reporting interne (Management Information System) sur lequel se base son reporting comptable interne.

La Banque a recours aux techniques classiques en matière de réduction du risque de crédit qui sont :

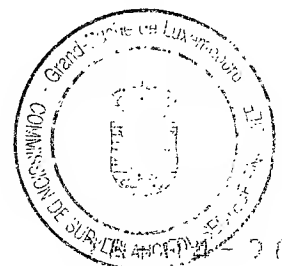
- les garanties réelles (« collaterals »)

Décomposition par nature des collatéraux	2007	2008
Hypothèques	5.979.756.131	6.014.126.703
Opération de prise en pension	4.750.050.000	7.725.871.886
Nantissement par des dépôts en espèces resp. par des dépôts de titres	425.260.522	86.748.475

- les garanties personnelles : Les garanties personnelles s'élèvent à 4.300.232.790 fin 2008 contre 4.221.944.986 un an plutôt.

6.2.4 Analyse du risque de crédit sur actifs financiers

La Banque détermine l'exposition au risque de crédit des actifs financiers comme étant la valeur comptable en application des normes IFRS.

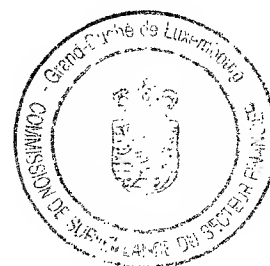


Afin de répondre aux exigences de la norme IFRS 7 « Financial instruments disclosures », les expositions au risque de crédit au 31 décembre 2008 sont présentées en fonction des notations internes.

Dans la partie « Tableaux quantitatifs des expositions et des concentrations », l'exposition au risque de crédit est renseignée à la valeur comptable avant impact des « garanties réelles » (avant collatéralisation). L'application d'un taux de collatéralisation permet de tenir compte de l'effet de « Risk mitigation ».

Le risque de crédit est présenté en fonction des expositions suivantes :

- zone géographique,
- catégorie de contrepartie,
- classe de risque (« notations internes »).



Tableaux renseignant l'exposition par zone géographique :

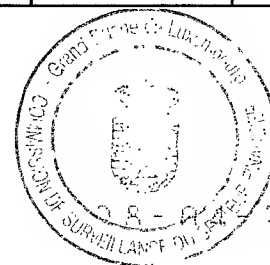
Zone géographique au 31.12.2008 (en milliers d'euros)	Union Européenne et Suisse	Autres pays de l'Europe	Amérique du Nord	Asie et pays australe	Supra - nationaux	Autres	Total
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	355.194	-	-	-	-	-	355.194
Prêts et avances au coût amorti	21.921.903	130.641	112.175	58.810	-	30.640	22.254.169
Instruments financiers détenus à des fins de transaction et instruments dérivés de couverture	352.459	-	2.945	-	-	-	355.404
Titres disponibles à la vente	10.059.743	285.554	1.457.615	450.410	92.743	359.505	12.705.570
Titres détenus jusqu'à l'échéance	1.336.752	-	-	-	515	-	1.337.267
Autres	536.774	76	1.129	105	-	53	538.137
Total	34.562.825	416.271	1.573.864	509.325	93.257	390.198	37.545.740

Zone géographique au 31.12.2007 (en milliers d'euros)	Union Européenne et Suisse	Autres pays de l'Europe	Amérique du Nord	Asie et pays australe	Supra - nationaux	Autres	Total
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	946.542	-	-	-	-	-	946.542
Prêts et avances au coût amorti	20.001.917	96.293	29.976	115.186	-	36.212	20.279.584
Instruments financiers détenus à des fins de transaction et instruments dérivés de couverture	472.989	-	3.942	125	390	-	477.445
Titres disponibles à la vente	12.642.834	347.920	1.842.867	501.905	105.965	656.250	16.097.741
Titres détenus jusqu'à l'échéance	1.448.484	-	-	-	1.578	-	1.450.062
Autres	450.316	70	5.233	232	15	241	456.107
Total	35.963.082	444.283	1.882.018	617.448	107.948	692.703	39.707.482

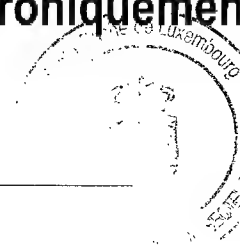
BANQUE ET CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT, LUXEMBOURG
Notes aux comptes annuels
au 31 décembre 2008

Tableaux renseignant l'exposition par catégorie de contrepartie et par classe de risque :

	2007			2008		
	Encours	Taux de collatéralisation moyen	Taux de dépréciation	Encours	Taux de collatéralisation moyen	Taux de dépréciation
Caisse et avoirs auprès des banques centrales						
Souverains						
High grade	946.542.152	-	-	355.194.150	-	-
Standard grade	-	-	-	-	-	-
Sub-standard grade	-	-	-	-	-	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	-	-	-
not rated	-	-	-	-	-	-
Total Rubriques	946.542.152			355.194.150		
Prêts et avances au coût amorti						
Banques						
High grade	7.537.233.296	39,80%	-	9.409.384.326	79,98%	-
Standard grade	2.353.814.112	53,11%	-	748.703.176	26,71%	-
Sub-standard grade	4.946.346	-	-	-	-	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	14.107.410	-	74,43%
not rated	13.773.837	-	-	9.225	-	-
Corporates						
High grade	536.302.289	95,69%	-	898.024.568	1,18%	-
Standard grade	605.063.702	34,07%	-	476.776.069	5,43%	-
Sub-standard grade	204.185.263	53,26%	-	230.100.105	24,19%	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	30.946.815	64,36%	51,26%	149.114.298	25,95%	31,32%
not rated	110.823.864	37,85%	-	419.247.536	4,28%	-
Souverains						
High grade	1.674.018.908	0,68%	-	2.456.577.960	13,62%	-
Standard grade	13.121.891	-	-	-	-	-
Sub-standard grade	-	-	-	-	-	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	-	-	-
not rated	-	-	-	-	-	-
Retail						
High grade	2.545.166.850	73,78%	-	3.242.881.443	75,27%	-
Standard grade	3.428.524.227	88,49%	-	2.974.627.042	76,89%	-
Sub-standard grade	737.585.530	74,46%	-	959.762.290	77,26%	-
Past due but not impaired	18.600.000	88,06%	-	14.049.337	77,26%	-
Impaired	414.641.476	62,49%	2,37%	257.441.528	52,82%	4,09%
not rated	-	-	-	-	-	-
Autres						
High grade	13.934.888	-	-	-	-	-
Standard grade	-	-	-	-	-	-
Sub-standard grade	8.313	-	-	-	-	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	-	-	-
not rated	36.892.054	-	-	3.362.593	-	-
Total Rubriques	20.279.583.661	-	-	22.254.168.906	-	-



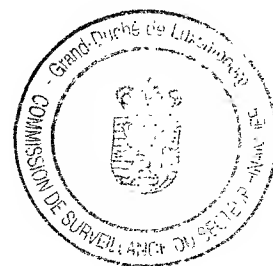
BANQUE ET CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT, LUXEMBOURG

Notes aux comptes annuels
au 31 décembre 2008

	2007			2008		
	Encours	Taux de collatéralisation moyen	Taux de dépréciation	Encours	Taux de collatéralisation moyen	Taux de dépréciation
Instruments financiers trading et instruments dérivés de couverture						
Banques						
High grade	459.329.964	30,53%	-	252.135.742	4,95%	-
Standard grade	6.975.930	-	-	93.437.210	4,51%	-
Sub-standard grade	490.622	-	-	1.971.378	-	-
Past due but not impaired						
Impaired						
not rated	10.648.981	-	-	7.859.517	-	-
Total Rubriques	477.445.496	-	-	355.403.847	-	-
Titres disponibles à la vente						
Banques						
High grade	9.300.709.370	-	-	5.330.613.260	-	-
Standard grade	1.078.491.053	-	-	1.663.364.537	-	-
Sub-standard grade						
Past due but not impaired						
Impaired		-	-	76.440.193	-	84,70%
not rated						
Corporates						
High grade	490.463.542	-	-	486.355.620	-	-
Standard grade	698.042.102	-	-	607.112.795	-	-
Sub-standard grade	5.249.025	-	-	-	-	-
Past due but not impaired						
Impaired						
not rated	-	-	-	62.502	-	-
Souverains						
High grade	2.658.612.264	-	-	2.381.878.869	-	-
Standard grade	207.592.469	-	-	273.890.585	-	-
Sub-standard grade	-	-	-	-	-	-
Past due but not impaired						
Impaired						
not rated						
Titrisation						
High grade	949.085.534	-	-	100.476.722	-	-
Standard grade	28.283.300	-	-	616.985.728	-	-

BANQUE ET CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT, LUXEMBOURG
Notes aux comptes annuels
au 31 décembre 2008

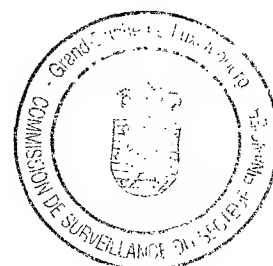
Sub-standard grade						
Past due but not impaired						
Impaired	45.581.647	-	29,54%	80.720.804	-	54,91%
not rated	357.443.984	-		1.086.182.471	-	
Retail						
High grade	6.508.791	-			-	
Standard grade						
Sub-standard grade						
Past due but not impaired						
Impaired						
not rated						
Autres						
High grade	271.678.039	-		1.485.992	-	
Standard grade						
Sub-standard grade						
Past due but not impaired						
Impaired						
not rated						
Total Rubriques	16.097.741.120	-		12.705.570.078	-	



BANQUE ET CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT, LUXEMBOURG
Notes aux comptes annuels
au 31 décembre 2008

	2007			2008		
	Encours	Taux de collatéralisation moyen	Taux de dépréciation	Encours	Taux de collatéralisation moyen	Taux de dépréciation
Titres détenus jusqu'à l'échéance						
Banques						
High grade	720.378.204	-	-	498.580.403	-	-
Standard grade	206.892.527	-	-	268.171.765	-	-
Sub-standard grade	-	-	-	-	-	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	-	-	-
not rated	-	-	-	-	-	-
Corporates						
High grade	-	-	-	-	-	-
Standard grade	1.269.912	-	-	-	-	-
Sub-standard grade	-	-	-	-	-	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	-	-	-
not rated	-	-	-	69.985.076	-	-
Souverains						
High grade	518.961.824	-	-	500.529.326	-	-
Standard grade	2.560.144	-	-	-	-	-
Sub-standard grade	-	-	-	-	-	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	-	-	-
not rated	-	-	-	-	-	-
Total Rubriques	1.450.062.610			1.337.266.570		
Actifs non financiers (*)	456.106.639	-	-	538.136.738	-	-
Total Rubriques	456.106.639	-	-	538.136.738	-	-
Total	39.707.481.679	-	-	37.545.740.289	-	-

(*) La rubrique « Actifs non financiers » contient les rubriques « Immobilisations corporelles à usage propre », « Immobilisations corporelles de placement », « Immobilisations incorporelles », « Impôts courants », « Impôts différés » et « Autres actifs ».



L'indication du taux de collatéralisation moyen traduit le degré de couverture moyen des encours par des garanties réelles.

L'indication du « taux moyen de dépréciation » donne le pourcentage moyen de l'encours qui est jugé comme étant irrécouvrable.

Banques, Corporates et Souverains :

Le regroupement opéré par classe interne de risques correspond à titre d'exemple aux équivalents suivants de « S&P » :

High grade	: de AAA à A ⁺
Standard grade	: de A à BBB ⁻
Sub-Standard grade	: de BB ⁺ à BB ⁻

Les encours portant le libellé « Impaired » correspondent aux encours pour lesquels il existe des « indications objectives de dépréciation » et dont la classe interne de risque (rating interne) est inférieure ou égale au rating B⁺.

Titrisations :

Le regroupement opéré par classe interne de risques correspond à titre d'exemple aux équivalents suivants de « S&P » :

High grade	: de AAA à A ⁺
Standard grade	: de A à BBB ⁻

Les encours portant le libellé « Impaired » correspondent aux encours pour lesquels il existe des « indications objectives de dépréciation » et dont la classe interne de risque (rating interne) est inférieure ou égale au rating BB⁺.



6.3 Risque de marché

6.3.1 Détermination des expositions au risque

Le risque de marché est le risque de perte découlant d'une variation défavorable de différents paramètres financiers, dont principalement les taux d'intérêt, les prix des actions et les cours de change.

6.3.2 Objectifs et gestion des risques

Dans sa politique de gestion du risque de marché, la Banque distingue le risque de transformation, résultant de la différence structurelle entre les maturités des ressources et celles de leurs réinvestissements au niveau du bilan de la Banque, du risque lié à la gestion de la trésorerie ainsi qu'aux opérations de négociation (« trading »).

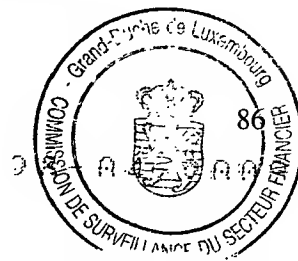
Le risque de transformation est pris en charge par le comité ALM (« Asset Liability Management »), qui assure d'une part l'adéquation de la gestion des fonds propres et des fonds placés sur comptes à vue ou comptes d'épargne et, d'autre part, celle du refinancement des portefeuilles des crédits nationaux et internationaux ainsi que des portefeuilles obligataires et actions propres de la Banque dans le but de minimiser les implications négatives des mouvements des courbes de taux sur les performances de la Banque. Le comité ALM se compose des membres du Comité de direction de la Banque et d'un certain nombre de chefs de service.

Toutes les autres composantes du risque de marché comme le risque de taux, de change ou de prix sur actions touchant les positions de la trésorerie ou du « trading » en instruments du bilan et du hors bilan sont centralisées en temps réel à la salle des marchés dans le système « front-office » et sont maintenues dans des limites fixées par le Comité de direction de la Banque. Le Comité de direction est informé régulièrement du respect des limites ainsi que des niveaux de risque encourus par une unité indépendante de la salle des marchés.

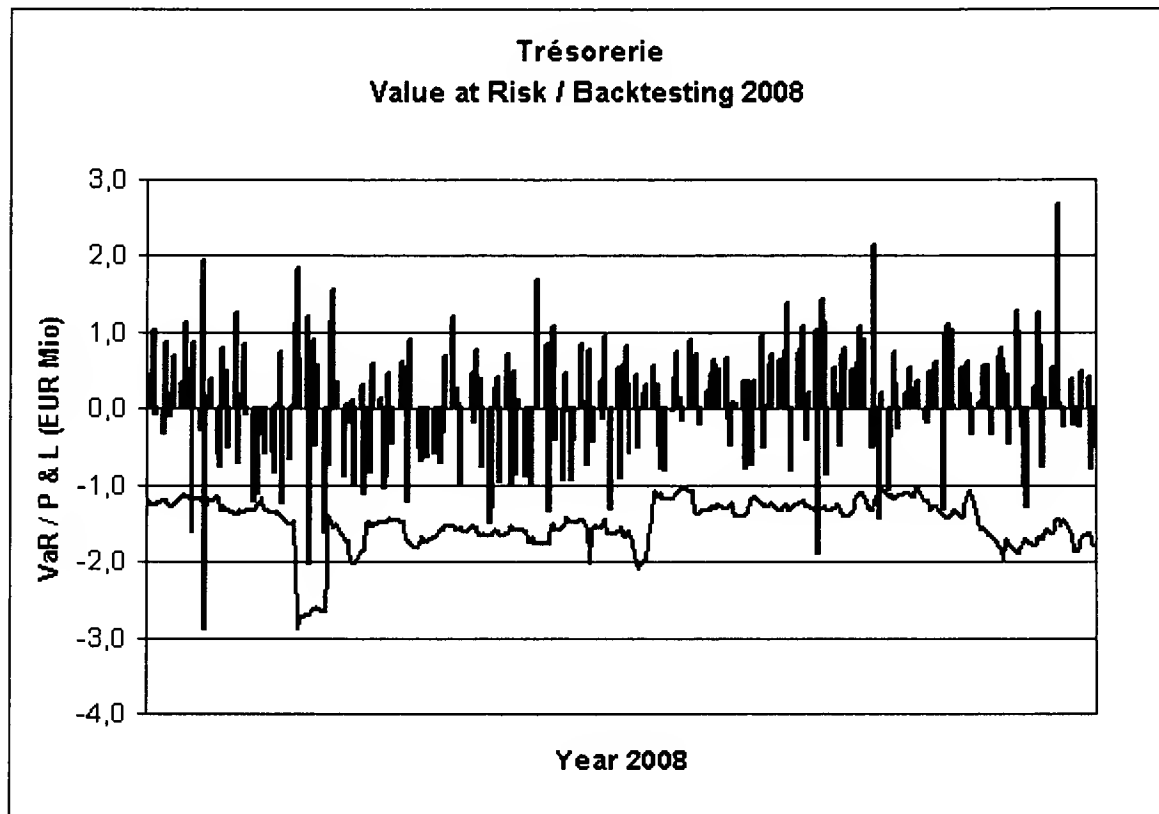
Les niveaux de risque sont principalement surveillés moyennant l'indicateur linéaire « Value at Risk » (VaR), qui a été mis en place en 2003. La Banque calcule la VaR sur base de la méthodologie dite de simulation historique. Les activités de « trading » et de trésorerie sont soumises à des limites VaR respectives.

Sur une base journalière, la VaR est évaluée pour l'ensemble des portefeuilles à risque de marché (« trading », trésorerie, investissement) à l'exception du portefeuille des participations. L'évaluation est faite pour une période d'un jour avec un seuil de confiance de 99%. Les séries temporelles couvrent une année entière, ce qui correspond pour l'année 2008 à un total de 261 observations.

L'efficacité des calculs de VaR est contrôlée de manière ex-post dans le cadre d'un « back-testing » pour lequel les prédictions faites par la VaR sont comparées aux variations de valeur effectivement constatées. Le graphique suivant montre l'évolution de la VaR et du « back-testing » pour la Trésorerie de la Banque durant l'année 2008. En moyenne, la VaR était de 1,48 millions d'euros. Pour le seul portefeuille de « trading », la VaR était de 131.000 euros en moyenne au courant de 2008.



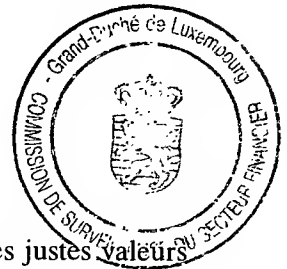
Le résultat négatif de la Trésorerie ne devrait pas dépasser le montant de la VaR en moyenne plus d'un jour sur cent. Pour l'année 2008, nous avons observé trois dépassements de la VaR pour la Trésorerie.



En sus de la VaR, qui permet une gestion agrégée des différents risques de marché, la Banque maintient d'autres outils de gestion des risques en fonction des instruments financiers concernés. Ainsi, le risque de taux est géré en simulant l'incidence d'une variation parallèle d'un point de base (0,01%) de la courbe des taux d'intérêt sur la Valeur Actuelle Nette (ou « Net Present Value ») des positions. Les rapports quotidiens présentent donc la variation résultant de la variation parallèle de toutes les courbes de taux d'intérêt d'un point de base, appelée encore « Basis Point Value » (BPV) qui doit rester dans des limites fixées. De même, le risque de change et le risque sur actions sont gérés par des limites sur les positions individuelles et « stop-loss ».

6.3.3 Analyse de la juste valeur des instruments financiers

Le tableau ci-dessous donne la comparaison par rubrique des valeurs comptables et des justes valeurs des instruments financiers de la Banque renseignées dans les comptes annuels.





Rubriques au 31/12/2008	Valeur comptable	Juste valeur	Évaluation latente
Actifs financiers			
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	355.194.150	355.194.150	-
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	213.600.989	213.600.989	-
Titres disponibles à la vente - valeurs mobilières à revenu fixe	11.806.819.966	11.806.819.966	-
Titres disponibles à la vente - valeurs mobilières à revenu variable	652.580.293	652.580.293	-
Prêts et avances au coût amorti - Établissements de crédit	10.112.612.285	10.112.612.285	-
Prêts et avances au coût amorti - Clientèle	12.141.556.621	12.522.452.053	380.895.432
Instruments dérivés de couverture	141.802.858	141.802.858	-
Titres détenus jusqu'à l'échéance	1.337.266.570	1.333.601.916	-3.664.654
TOTAL	36.761.433.732	37.138.664.510	377.230.778
Passifs financiers			
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	329.148.392	329.148.392	-
Émission de titres	5.671.111.996	5.671.111.996	-
Dépôts évalués au coût amorti - Établissements de crédit	3.805.523.752	3.805.523.752	-
Dépôts évalués au coût amorti - Clientèle et secteur public	24.320.226.120	24.310.281.494	9.944.626
Instruments dérivés de couverture	316.147.029	316.147.029	-
TOTAL	34.442.157.289	34.432.212.663	9.944.626
Rubriques au 31/12/2007	Valeur comptable	Juste valeur	Évaluation latente
Actifs financiers			
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	946.542.152	946.542.152	-
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	286.483.149	286.483.149	-
Titres disponibles à la vente - valeurs mobilières à revenu fixe	15.071.949.811	15.071.949.811	-
Titres disponibles à la vente - valeurs mobilières à revenu variable	871.618.291	871.618.291	-
Prêts et avances au coût amorti - Établissements de crédit	9.960.334.536	9.960.334.536	-
Prêts et avances au coût amorti - Clientèle	10.319.249.125	10.319.249.125	-
Instruments dérivés de couverture	190.962.349	190.962.349	-
Titres détenus jusqu'à l'échéance	1.450.062.610	1.414.963.194	-35.099.416
TOTAL	39.097.202.023	39.062.102.607	-35.099.416
Passifs financiers			
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	269.675.182	269.675.182	-
Émission de titres	7.859.876.570	7.859.876.570	-
Dépôts évalués au coût amorti - Établissements de crédit	8.497.559.520	8.497.559.520	-
Dépôts évalués au coût amorti - Clientèle et secteur public	19.613.743.008	19.613.743.008	-
Instruments dérivés de couverture	237.596.543	237.596.543	-
TOTAL	36.478.450.823	36.478.450.823	-

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas comptabilisés à la juste valeur dans les comptes annuels est déterminée suivant les méthodes et estimations exposées ci-après.

Actifs et passifs évalués au coût amorti au bilan et ayant une valeur proche de la valeur comptable :

En ce qui concerne les actifs et les passifs financiers dont la date de maturité est inférieure ou égale à 6 mois, nous estimons que leur valeur est très proche de la valeur comptable. La politique prudente de la BCEE et la proximité de l'échéance rend le risque de crédit non matériel. La faible duration résiduelle tend par ailleurs le risque de taux négligeable.

De même, les actifs systématiquement collatéralisés ont une valeur très proche de la valeur comptable, le risque de crédit étant couvert. Il s'agit pour l'essentiel des Repo, prêts sécurisés et crédits d'équipement.

Actifs financiers évalués au coût amorti au bilan et dont la valeur est différente de la valeur comptable :

Les actifs et passifs financiers envers la clientèle locale ainsi que les valeurs mobilières à revenu fixe détenues jusqu'à leur échéance sont renseignés au coût amorti au bilan.

Pour les besoins du calcul de la juste valeur, la Banque distingue entre instrument cotant sur un marché et instrument de gré à gré.

Dans le cas des valeurs mobilières à revenu fixe faisant partie du portefeuille « Held to maturity », il s'agit d'obligations étatiques respectivement supranationales pour lesquelles on trouve des cotations sur un marché actif.

En ce qui concerne les actifs et passifs financiers envers la clientèle locale, la Banque calcule la juste valeur par la méthode des flux de trésorerie actualisés (« Discounted cash flow ») en se basant

- a. sur des données de risque de crédit telles que la classe de risque à laquelle appartient le client, la probabilité de défaut ainsi que la perte en cas de défaut. Ces critères ont été établis à partir d'observations historiques de défauts réalisés et permettent de déterminer des primes de risque de crédit (« credit spreads ») par classe de risque, par échéance et par type d'instrument financier.
- b. sur une courbe de taux de référence.

Tableau renseignant le pourcentage d'actifs et de passifs financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan

Le tableau ci-dessous distingue parmi les instruments financiers enregistrés à la juste valeur, ceux dont la juste valeur est déterminée sur base d'un prix coté sur un marché actif, ceux évalués à partir de techniques d'évaluation sur base d'observations de marché et ceux évalués selon d'autres techniques de évaluation.

En ce qui concerne les méthodes d'évaluation, elles sont décrites au point « 2.3.3. Jugements et estimations comptables ».

Le tableau ci-dessous renseigne le pourcentage de la valeur comptable d'une rubrique bilantaire qui est évaluée suivant l'une des trois méthodes.

Rubriques au 31.12.2008	Prix d'un marché actif	Techniques d'évaluation sur base d'observations de marché
Actifs financiers		
Instruments détenus à des fins de transaction (*)	3%	97%
Instruments disponibles à la vente - valeurs mobilières à revenu fixe	26%	74%
Instruments disponibles à la vente - valeurs mobilières à revenu variable	58%	42%
Instruments dérivés de couverture (*)		100%
Passifs financiers		
Instruments détenus à des fins de transaction (*)		100%
Instruments dérivés de couverture (*)		100%
Émissions (*)		100%

(*) la quasi-totalité des instruments dérivés détenus à des fins de transaction ainsi qu'à des fins de couverture est négociée sur un marché de gré à gré.

BANQUE ET CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT, LUXEMBOURG
Notes aux comptes annuels
au 31 décembre 2008

Rubriques au 31.12.2007	Prix d'un marché actif	Techniques d'évaluation sur base d'observations de marché
Actifs financiers		
Instruments détenus à des fins de transaction (*)	4%	96%
Instruments disponibles à la vente - valeurs mobilières à revenu fixe	81%	19%
Instruments disponibles à la vente - valeurs mobilières à revenu variable	84%	16%
Instruments dérivés de couverture (*)		100%
Passifs financiers		
Instruments détenus à des fins de transaction (*)		100%
Instruments dérivés de couverture (*)		100%
Émissions (*)		100%

Tableau évaluant le risque de perte de valeur en fonction de l'évolution de la prime de risque de crédit « Credit Spread »

6.3.4 Analyse du risque de change : Positions nettes en devises et évaluation du résultat de change

Au 31/12/2008	USD	Autres	Total
Position nette au bilan	24.717.708	5.205.698	29.923.406

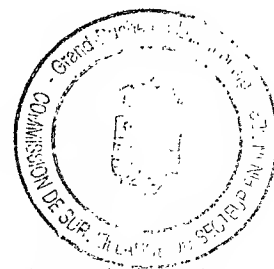
Au 31/12/2007	AUD	CHF	GBP	SEK	USD	Autres	Total
Position nette au bilan	3.420.840	2.930.437	20.115.329	-2.089.229	6.597.635	4.284.593	35.259.605

Seules les devises dont la contrevaletur de la position de change nette est supérieure à 2 millions d'euros en valeur absolue ont été renseignées séparément.

6.4 Risque de liquidité

6.4.1 Echéanciers du passif

Tableaux renseignant les passifs du bilan en fonction de la durée résiduelle restant à courir jusqu'au remboursement des passifs (données contractuelles)



BANQUE ET CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT, LUXEMBOURG

Notes aux comptes annuels
au 31 décembre 2008

Les comptes courants et les comptes d'épargne sont considérés comme étant à vue.

Rubrique	A vue - 3 mois	3 mois - 1 an	Sous-total moins d'un an	1 - 5 ans	Au-delà de 5 ans	Indéterminé	Sous-total au-delà d'un an	Total 2008
Emissions de titres	2.710.669.177	730.296.046	3.440.965.223	1.065.991.787	1.164.154.986		2.230.146.773	5.671.111.996
Dépôts évalués au coût amorti - Établissements de crédit	3.540.576.697	264.947.055	3.805.523.752				0	3.805.523.752
Dépôts évalués au coût amorti - Clientèle et secteur public	21.716.369.045	2.397.183.180	24.113.552.225	182.881.024	23.792.871		206.673.895	24.320.226.120
Total	27.967.614.919	3.392.426.281	31.360.041.200	1.248.872.811	1.187.947.857	0	2.436.820.668	33.796.861.868

Rubrique	A vue - 3 mois	3 mois - 1 an	Sous-total moins d'un an	1 - 5 ans	Au-delà de 5 ans	Indéterminé	Sous-total au-delà d'un an	Total 2007
Emissions de titres	3.495.083.999	892.339.060	4.387.423.059	1.675.982.913	1.796.462.655	7.943	3.472.453.511	7.859.876.570
Dépôts évalués au coût amorti - Établissements de crédit	8.078.112.878	417.229.401	8.495.342.279	2.217.241	-	-	2.217.241	8.497.559.520
Dépôts évalués au coût amorti - Clientèle et secteur public	18.294.320.656	1.083.345.090	19.377.665.746	199.605.364	36.471.898	-	236.077.262	19.613.743.008
Total	29.867.517.533	2.392.913.551	32.260.431.084	1.877.805.518	1.832.934.553	7.943	3.710.748.014	35.971.179.098

Tableau renseignant les dépôts de la clientèle et du secteur public en fonction des échéances "attendues" déterminées dans le cadre de la politique de gestion actifs-passifs

Rubrique	A vue - 3 mois	3 mois - 1 an	Sous-total moins d'un an	1 - 5 ans	Au-delà de 5 ans	Indéterminé	Sous-total au-delà d'un an	Total 2008
Dépôts évalués au coût amorti - Clientèle et secteur public	17.654.494.024	2.962.443.146	20.616.937.170	3.194.666.368	508.622.582	-	3.703.288.950	24.320.226.120

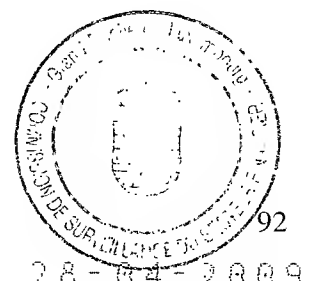
Rubrique	A vue - 3 mois	3 mois - 1 an	Sous-total moins d'un an	1 - 5 ans	Au-delà de 5 ans	Indéterminé	Sous-total au-delà d'un an	Total 2007
Dépôts évalués au coût amorti - Clientèle et secteur public	15.268.687.730	1.670.471.863	16.939.159.593	3.236.398.352	295.358.259	-	3.531.756.611	20.470.916.204

6.4.2 Echancier des instruments dérivés

Tableaux renseignant les instruments dérivés dont le règlement des flux de trésorerie se fait en brut

Étant donné que les durées résiduelles sont calculées à partir des données contractuelles, il n'a pas été tenu compte du caractère optionnel de certains contrats.

Les montants sont exprimés en contrevaletur EUR au cours du 31/12/2008.



BANQUE ET CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT, LUXEMBOURG

Notes aux comptes annuels

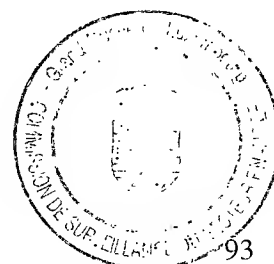
au 31 décembre 2008

Rubrique	A vue - 3 mois	3 mois - 1 an	1 - 5 ans	au delà de 5 ans	Total 2008
Instruments dérivés utilisés à des fins de transaction					
<u>Swaps de change et change à terme</u>					
Entrées	6.128.329.405	271.615.522			6.399.944.927
Sorties	-6.272.280.654	-267.487.768			-6.539.768.422
Instruments dérivés utilisés à des fins de couverture					
<u>CCIS</u>					
Entrées	14.951.837	37.178.846	238.526.108	518.913.319	809.570.110
Sorties	-14.085.231	-41.005.539	-234.454.037	-442.775.206	-732.320.013
Total des entrées	6.143.281.242	308.794.368	238.526.108	518.913.319	7.209.515.037
Total des sorties	-6.286.365.885	-308.493.307	-234.454.037	-442.775.206	-7.272.088.435

Rubrique	A vue - 3 mois	3 mois - 1 an	1 - 5 ans	au delà de 5 ans	Total 2007
Instruments dérivés utilisés à des fins de transaction					
<u>Swaps de change et change à terme</u>					
Entrées	9.453.268.620	715.882.679	461.909	-	10.169.613.208
Sorties	-9.471.779.952	-713.034.368	-470.064	-	-10.185.284.384
Instruments dérivés utilisés à des fins de couverture					
<u>CCIS</u>					
Entrées	27.575.757	108.869.037	256.069.198	522.984.239	915.498.230
Sorties	-25.304.468	-105.957.770	-254.667.521	-524.432.356	-910.362.115
Total des entrées	9.480.844.377	824.751.716	256.531.107	522.984.239	11.085.111.439
Total des sorties	-9.497.084.420	-818.992.138	-255.137.585	-524.432.356	-11.095.646.499

Tableaux renseignant les instruments dérivés dont le règlement des flux de trésorerie se fait en net :

Les passifs nets de flux de trésorerie provenant d'instruments dérivés dont le règlement se fait en net se présentent de la manière suivante :



Rubrique	A vue - 3 mois	3 mois - 1 an	1 - 5 ans	au delà de 5 ans	Total 2008
Instruments dérivés utilisés à des fins de transaction					
IRS	73.577.315	206.989.008	45.124.017	10.926.685	336.617.025
Instruments dérivés utilisés à des fins de couverture					
IRS	106.765.421	148.961.345	672.745.094	440.222.790	1.368.694.650
Total des sorties	180.342.736	355.950.353	717.869.111	451.149.475	1.705.311.675

Rubrique	A vue - 3 mois	3 mois - 1 an	1 - 5 ans	au delà de 5 ans	Total 2007
Instruments dérivés utilisés à des fins de transaction					
IRS	209.925.891	476.848.219	318.279.328	6.014.823	1.011.068.261
Instruments dérivés utilisés à des fins de couverture					
IRS	116.306.291	178.961.414	606.408.020	389.846.390	1.291.522.115
Total des sorties	326.232.182	655.809.633	924.687.348	395.861.213	2.302.590.376

6.5 Le capital économique

La BCEE s'est engagée dans un processus de mesure économique du risque et de planification de l'allocation sur les différents métiers de ses ressources en fonds propres.

Ces réflexions et ces travaux ont été formalisés et transmis à la CSSF au cours de l'année 2008 en tant que premier projet de rapport ICAAP. La circulaire CSSF 07/301 ICAAP (Internal Capital Adequacy Assessment Process) prévoit la mise en place d' "un ensemble de stratégies et de processus sains, efficaces et exhaustifs qui permettent aux établissements d'évaluer et de conserver en permanence le montant, le type et la répartition des fonds propres internes qu'ils jugent appropriés pour couvrir la nature et le niveau des risques auxquels ils sont ou pourraient être exposés".

Ce document précise l'identification et les processus de gestion des différents risques auxquels est confrontée la BCEE que ce soit ceux repris par le Pilier I des accords de Bâles que d'autres risques (liquidité, rentabilité, etc...).

Les méthodes de quantification économique des différents risques reposent sur des ajustements et des compléments aux méthodes réglementaires ainsi que sur la valorisation de risques non considérés par le Pilier 1.



La politique des fonds propres correspond à la mission définie dans ses statuts : contribuer au développement de l'économie luxembourgeoise. En conséquence, la BCEE a pour objectif de garder un levier modéré qui se concrétise par un ratio de capitalisation cible élevé. D'autre part, les ressources en fonds propres sont prioritairement affectées aux activités sur le marché national.

6.5.1 Politique des fonds propres

6.5.1.1 Détermination des fonds propres

La Banque a pour mission de contribuer au développement de l'économie du Grand-Duché et non d'atteindre un Return on Equity maximum tout en veillant à générer suffisamment de profit pour renforcer sa solidité financière.

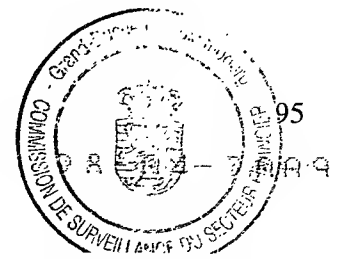
Conformément à la circulaire CSSF 05/227, la BCEE établit depuis le 1^{er} janvier 2008 un reporting comptable basé sur les normes IFRS. Les modalités de calcul des fonds propres prudentiels ont été adaptés de manière à permettre une détermination sur base du nouveau reporting comptable.

Dans la circulaire CCSF 05/228, la Commission a définie les retraitements prudentiels à appliquer pour assurer la transition des fonds propres comptables vers les fonds propres prudentiels.

6.5.1.2 Processus de mise en œuvre de la politique en matière d'adéquation des fonds propres internes

Pour mettre en œuvre sa politique d'adéquation des fonds propres internes la Banque adopte la démarche suivante :

- Développement d'un modèle d'évaluation interne des différents risques (risques du pilier I de Bâle II complétés par des risques non couverts)
- Détermination d'une marge de sécurité importante entre les fonds propres disponibles et la couverture du risque se matérialisant par un ratio cible élevé (capital/risque)
- Répartition des fonds propres suivant l'organisation interne de la Banque selon le reporting comptable interne
- Etablissement de prévisions sur l'exposition au risque par activité (maximum risque économique, risque réglementaire)
- Calcul du montant prévisionnel des fonds propres nécessaires à la couverture des risques pour atteindre le ratio cible



- Allocation du capital excédentaire lorsque le ratio minimal est atteint selon les orientations stratégiques

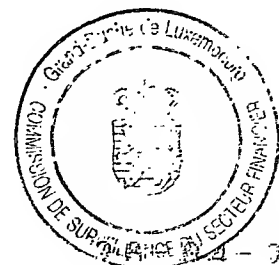
La Banque considère que les fonds propres économiques sont constitués par les fonds non exigibles à moyen ou long terme et couvrent les risques globaux de la Banque. Ils présentent ainsi une certaine permanence même si l'ensemble des risques évalués se base sur un horizon de un an.

Les fonds propres prudentiels correspondent au passif non exigible par un créancier (en dehors d'un cas de défaut) et intègrent deux sources de volatilité : la réserve de réévaluation d'une part et les résultats d'autre part.

En ce qui concerne la réserve de réévaluation, il faut noter que sa volatilité correspond à la réalisation de risques inclus dans les mesures d'ICAAP : risque crédit sur les titres de créances et risque marché sur l'equity banking book.

En ce qui concerne les résultats futurs, ils sont déjà considérés comme réduisant l'évaluation des risques de rentabilité.

La BCEE considère donc que son capital économique est constitué par l'ensemble de ses fonds propres prudentiels, réserve de réévaluation incluse. Au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2008, la Banque a respecté l'exigence minimum de fonds propres en accord avec la circulaire CSSF 06/273.



ORGANES DE LA BANQUE

L'organisation de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, premier institut financier du pays fondé en 1856, a été modernisée par la loi du 24 mars 1989 qui a défini les pouvoirs respectifs du Conseil d'administration et du Comité de direction. Suivant l'article 8 de cette loi organique "le Conseil d'administration définit la politique générale de l'établissement et contrôle la gestion du Comité de direction. Tous les actes tant d'administration que de disposition nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet de la Banque sont de la compétence du Comité de direction, sous réserve des approbations requises en vertu de la présente loi".

CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRESIDENT	M. Victor ROD	Directeur du Commissariat aux Assurances, Howald
VICE-PRESIDENT	M. Gaston REINESCH	Administrateur général, Ministère des Finances, Schiffange
ADMINISTRATEURS	M. Georges DENNEWALD	Représentant du personnel, Kehlen
	M. Paul ENSCH	Directeur, Chambre des Métiers, Mersch
	M. Patrick GILLEN	Directeur du Contrôle financier, Ministère des Finances, Dudelange
	M. Paul HUSS	Représentant du personnel, Oberanven
	M. Patrick NICKELS	Conseiller de direction 1 ^{ère} classe, Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur, Dudelange
	M. Georges SCHMIT	Administrateur général, Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur, Heffingen
	M. Fernand SPELTZ	Conseiller à la Chambre de Travail, Howald



COMMISSAIRE DE SURVEILLANCE

M. Jean GUILL

Directeur du Trésor, Luxembourg

COMITE DE DIRECTION

PRESIDENT

M. Jean-Claude FINCK

Directeur Général, Foetz

MEMBRES

M. Michel BIREL

Directeur Général adjoint, Moutfort

M. Gilbert ERNST

Directeur, Luxembourg

M. Jean-Paul KRAUS

Directeur, Bertrange

M. Guy ROSSELJONG

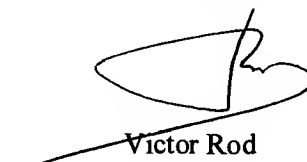
Directeur, Moutfort

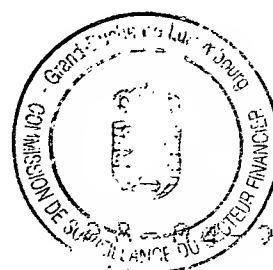
REVISEUR D'ENTREPRISES PricewaterhouseCoopers S.à.r.l. Luxembourg

Approuvé par le Conseil d'administration dans sa réunion du 19 mars 2009

Luxembourg, le 19 mars 2009

Pour le Conseil d'administration


Victor Rod
Président



Enregistré à Luxembourg - Sociétés,

Le 23 AVR. 2009

Référence: LSO 22/06849

Reçu (€):

Droit d'Enregistrement: 12.-€

Droit de timbre

Total

16.-€
28.-€
p Le Releveur,